

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
MISSION DES ARCHIVES

ARCHIVES
DES
SERVICES DU PREMIER MINISTRE

CABINET DES MINISTRES DELEGUES ET
SECRETAIRES D'ÉTAT RATTACHES
AU PREMIER MINISTRE

**État thématique des versements
conservés aux Archives nationales**

PARIS
2018

SOMMAIRE

DECENTRALISATION	6
ANNE-MARIE ESCOFFIER (2012-2014)	6
DROITS DE LA FEMME	9
NICOLE PASQUIER (1976-1978)	10
MONIQUE PELLETIER (1978-1981).....	10
YVETTE ROUDY (1981-1986).....	12
MICHELE ANDRE (1988-1991).....	12
DROITS DE L'HOMME, ACTION HUMANITAIRE	13
CLAUDE MALHURET (1986-1988).....	13
XAVIER EMMANUELLI (1995-1997)	13
ÉCONOMIE SOCIALE	16
JEAN GATEL (1984-1986)	16
ÉGALITE DES CHANCES	17
AZOUZ BEGAG (2005-2007).....	17
FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT	20
LOUIS JOXE (1962-1967) ET EDMOND MICHELET (1967-1968)	23
JEAN-FRANÇOIS DENIAU (1980-1981)	23
ANICET LE PORS (1981-1984).....	23
JEAN LE GARREC (1984-1986).....	24
HERVE DE CHARETTE (1986-1988)	24
CAMILLE CABANA (1986-1988).....	24
MICHEL DURAFOUR (1989-1991)	25
JEAN-PIERRE SOISSON (1991-1992).....	25
ANDRE ROSSINOT (1993-1995).....	25
JEAN PUECH (1995).....	26
DOMINIQUE PERBEN (1995-1997).....	26
ÉMILE ZUCCARELLI (1997-2000)	27
MICHEL SAPIN (2000-2002).....	28
JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004).....	30
RENAUD DUTREIL (2004-2005)	31
ERIC WOERTH (2004-2005)	32
CHRISTIAN JACOB (2005-2007).....	33
MARYLISE LEBRANCHU (2012-2016).....	34
THIERRY MANDON (2014-2015)	34
FORMATION PROFESSIONNELLE	35
PAUL DIJOURD (1973-1974), PAUL GRANET (1974-1976) ET JEAN-PIERRE SOISSON (1976) ..	35
MARCEL RIGOUT (1981-1984).....	36
FRANCOPHONIE	37

LUCETTE MICHAUX-CHEVRY (1986-1988).....	37
INFORMATION ET COMMUNICATION.....	38
MINISTERE DE L'INFORMATION (1918-1940).....	39
MINISTRES DE L'INFORMATION (1937-1981).....	39
GEORGES FILLIOUD (1981-1986).....	41
PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, POLITIQUE DE LA VILLE	44
OLIVIER GUICHARD (1968-1969).....	47
MICHEL ROCARD (1981-1983).....	47
JEAN LE GARREC (1983-1984).....	48
GASTON DEFFERRE (1984-1986)	48
JACQUES CHÉRÈQUE (1988-1991).....	49
MICHEL DELEBARRE (1991-1992)	50
ANDRE LAIGNEL (1991-1993).....	50
JEAN-CLAUDE GAUDIN (1995-1997)	50
JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004).....	51
MICHEL MERCIER (2009-2010).....	52
PLAN DE RELANCE.....	53
PATRICK DEVEDJIAN (2008-2010)	53
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT	55
LAURENT WAUQUIEZ, SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT (2007-2008).....	55
PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS... 56	
HAROUN TAZIEFF (1984-1986).....	56
PROSPECTIVE ET DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	57
ERIC BESSON (2007-2009).....	58
NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET (2009-2010).....	58
QUESTIONS SOCIALES EN ALGERIE	59
NAFISSA SID-CARA (1959-1962)	59
RAPATRIES.....	60
RAYMOND COURRIERE (1981-1986).....	60
ANDRE SANTINI ET CAMILLE CABANA (1986-1988).....	61
ROGER ROMANI (1993-1995).....	61
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	62
ANDRE PHILIP (1943-1944).....	63
LOUIS TERRENOIRE (1961-1962)	63
ANDRE LABARRERE (1981-1986)	63
ANDRE ROSSINOT (1986-1988).....	63
JEAN POPEREN (1988-1992).....	64
LOUIS MERMAZ (1992-1993).....	64
PASCAL CLEMENT (1993-1995)	64
ROGER ROMANI (1993-1995).....	64
DANIEL VAILLANT (1997-2000)	64
JEAN-JACK QUEYRANNE (2000-2002)	65

HENRI CUQ (2004-2007).....	66
SAHARA ET OUTRE-MER.....	67
LOUIS JACQUINOT (1958-1962)	67
SOLIDARITES ACTIVES CONTRE LA PAUVRETE ET JEUNESSE.....	68
MARTIN HIRSCH (2007-2010).....	68

INTRODUCTION

Dans chaque gouvernement, plusieurs ministres et secrétaires d'Etat ont un lien privilégié avec le Premier ministre en raison de leurs attributions, qui correspondent en général :

- au domaine directement lié aux activités du Premier ministre, à son rôle de coordination et aux services administratifs rattachés à Matignon (par exemple les Relations avec le Parlement, mais également, régulièrement, la Fonction publique ou la Réforme de l'Etat);
- à des priorités politiques ou conjoncturelles (par exemple Affaires algériennes, Rapatriés, Information, Plan de relance...);
- à des fonctions administratives « émergentes » ou perçues comme telles, appelées à constituer à terme des départements plus autonomes (par exemple, dans les années 1970-1980, Recherche, Environnement, Formation professionnelle, Droits de la femme).

Communicabilité des archives

L'accès aux archives versées par les ministres et secrétaires d'Etat est aujourd'hui le plus souvent régi par un protocole signé entre les Archives de France et le ministre ou secrétaire d'Etat concerné. Le recours aux protocoles, désormais reconnu par le législateur (Code du patrimoine, article L. 213-4), s'est développé en France depuis le début des années 1980, après avoir été mis en œuvre par Valéry Giscard d'Estaing pour les archives présidentielles produites au cours de son septennat.

Les archives des ministres et secrétaires d'Etat rattachés au Premier ministre sont donc soumises à un double régime :

- pour la période antérieure à 1981, les délais de communicabilité sont ceux fixés par le Code du patrimoine
- pour la période postérieure à 1981, dans la mesure où les ministres et secrétaires d'Etat, en quittant leurs fonctions, ont signé un protocole, c'est ce dernier qui s'applique. Le délai de communicabilité fixé est de 30 ans pour les protocoles signés avant la loi du 15 juillet 2008. Pour les protocoles signés après le 15 juillet 2008, ce sont les délais définis dans le Code du patrimoine qui s'appliquent, en fonction du contenu de l'information.

L'état des versements qui suit est présenté par ordre alphabétique des ministères ou secrétariats d'Etat, sans nécessairement tenir compte des évolutions dans la titulature des ministres qui ont pu exister au fil des gouvernements.

DECENTRALISATION

Lors de la constitution du second gouvernement de Jean-Marc Ayrault, le 21 juin 2012, Anne-Marie Escoffier est nommée ministre déléguée en charge de la Décentralisation, auprès de Marylise Lebranchu, ministre de l'Intérieur, de la Réforme de l'État, de la décentralisation et de la Fonction publique.

Cette nomination marque la volonté du gouvernement d'ouvrir une nouvelle phase de la décentralisation dans le cadre plus large de la réforme de l'État et des collectivités territoriales. Ses attributions sont précisées par le décret du 18 juillet 2012. La ministre est en charge des questions relatives à la décentralisation et aux collectivités territoriales, dont la politique de renforcement des responsabilités locales et les modalités de financement.

L'activité de son cabinet est notamment marquée par la préparation des lois du 17 mai 2013 relatives à l'élection des conseillers départementaux, municipaux et communautaires et du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM), et est à l'origine de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe).

Ses fonctions prennent fin avec la démission de Jean-Marc Ayrault, le 29 mars 2014.

Le gouvernement de Manuel Valls, constitué le 31 mars 2014, ne comprend plus de ministre de la Décentralisation, toutefois André Vallini, secrétaire d'État chargé de la Réforme territoriale (2014-2016), reprend une grande part de ses attributions.

ANNE-MARIE ESCOFFIER (2012-2014)

20160346

Cabinet d'Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la Décentralisation. 2012-2014

Art. 1-4 : Secrétariat particulier. 2012-2014

Art. 4 suite-11 : Laurent Olléon, directeur du cabinet. 2012-2014

Art. 12 : David Philot, directeur-adjoint du cabinet. 2013-2014

Art. 13-21 : Edith Alauzet, conseillère, chef de cabinet. 2012-2014

Art. 22-57 : Dossiers des conseillers et conseillers techniques (Sophie Rimeu, Julien, Robineau, François Demaret, Maximilien Mézard, Emmanuel Duru, Diane Gallais). 2012-2014

Métrage : 19

20160711

Dossiers bureautiques du Secrétariat particulier. 2012-2014

Art. 1-2 : Correspondance de la ministre.

Art. 3-7 : Activités de la ministre.

Art. 8-13 : Dossiers thématiques.

Métrage : 78 Mo

20170029

Dossiers bureautiques de Laurent Olléon, directeur du cabinet.

Art. 1-3 : Fonctionnement du cabinet. 2012-2014

Art. 4-14 : Décentralisation et modernisation de l'action publique. 2012-2014

Art. 15-18 : Soutien aux collectivités en difficulté. 2013-2014

Volume : 81,8 Mo

20170058

Dossiers bureautiques de François-Claude Plaisant et David Philot, successivement directeurs-adjoints du cabinet de 2012 à 2014.

Art. 1- 16 : Modernisation de l'action publique. 2012-2014

Art. 17-53 : Finances locales. 2012-2014

Art. 54-60 : Dossiers thématiques. 2013-2014

Volume : 180 Mo

20160712

Dossiers bureautiques d'Edith Alauzet, conseillère technique pour les affaires réservées puis conseillère, chef de cabinet. 2012-2014

Art. 1 : Organisation du cabinet. 2012-2013

Art. 2-5 : Minutiers chronologiques. 2013-2014

Art. 6-33 : Déplacements. 2012-2014

Art. 34 : Métropoles. 2013

Art. 35-43 : Affaires réservées. 2013-2014

Volume : 254 Mo

20170119

Dossiers bureautiques d'Emmanuelle Bertrand, conseillère technique chargée des relations avec le Parlement de 2012 à 2013 et de Maximilien Mézard, conseiller parlementaire de 2013 à 2014. 2012-2014

Art. 1-4 : Minutiers chronologiques.

Art. 5-7 : Stratégie.

Art. 8-41 : Législation.

Volume : 126 Mo

20170195

Dossiers bureautiques de Raphaël Schmidt, conseiller chargé du financement bancaire des collectivités territoriales et de Julien Robineau, conseiller chargé de la fiscalité locale et des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales. 2012-2014

Art. 1-4 : Minutiers chronologiques.

Art. 5-34 : Finances locales
Art. 35-46 : Fiscalité locale

Volume : 232 Mo

20170247

Dossiers bureautiques de Sophie Rimeu, conseillère juridique de juillet 2012 à septembre 2013, d'Emmanuel Duru, conseiller technique pour les affaires territoriales puis conseiller chargé des question juridiques et des relations avec les collectivités territoriales de décembre 2012 à mars 2014 et de Maximilien Mézard, conseiller technique chargé des affaires juridiques et des institutions de juillet 2012 à août 2013. 2012-2014

Art. 1-5 : Minutiers chronologiques.
Art. 6-19 : Entretiens et déplacements.
Art. 20-27 : Législation.
Art. 28-40 : Dossiers thématiques.

Volume : 93,8 Mo

20170325

Dossiers bureautiques de François Demaret, conseiller pour les questions sociales, l'urbanisme et le logement. 2013-2014

Art. 1 : Minutier chronologique.
Art. 2-6 : Législation.
Art. 7-15 : Dossiers thématiques

Volume : 57,6 Mo

20170335

Dossiers bureautiques de Diane Gallais, conseillère technique chargée de la communication et de la presse. 2012-2014

Art. 1 : Minutier chronologique.
Art. 2-37 : Activités de la ministre.
Art. 38-40 : Relations avec la presse

Volume : 163 Mo

DROITS DE LA FEMME

Le ministère des Droits de la femme trouve ses origines dans la création d'un secrétariat d'État à la Condition féminine en 1974, par décision du président Valéry Giscard d'Estaing. Ses archives sont pour une part mêlées à celles de la Délégation à la condition féminine, créé en 1976 et supprimée en 1978, avec laquelle elle était étroitement liée¹.

Le secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de la Condition féminine est confié du 16 juillet 1974 au 25 août 1976 à Françoise Giroud. Il devient un ministère délégué auprès du Premier ministre en 1978, confié du 11 septembre 1978 au 21 mai 1981 à Monique Pelletier. Il change ensuite de nom en 1981 pour devenir le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des Droits de la femme, confié le 21 mai 1981 à Yvette Roudy. Ce ministère devient autonome le 21 mai 1985, sous la dénomination « ministère des Droits de la femme ».

En 1986, le ministère disparaît et ses attributions sont reprises par le ministère des Affaires sociales et de l'emploi, du 20 mars 1986 au 23 juin 1988. Après l'élection présidentielle de 1988, un ministère délégué chargé de la Famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés est confié à Georgina Dufoix du 10 mai au 23 juin 1988. Le deuxième gouvernement Rocard recrée ensuite un secrétariat d'État chargé des Droits de la femme, confié du 23 juin 1988 au 16 mai 1991 à Michèle André puis à Véronique Neiertz (18 mai 1991-29 mars 1993).

Entre 1993 et 1998, c'est généralement le ministère du Travail et des Affaires sociales qui est en charge des droits de la femme.

En 1998, Lionel Jospin recrée un secrétariat d'État aux droits des femmes et à la formation professionnelle et le confie à Nicole Péry (17 novembre 1998-6 mai 2002). Ce secrétariat d'État est transformé par Jean-Pierre Raffarin en ministère délégué à la parité et à l'égalité professionnelle, confié à Nicole Ameline (17 juin 2002-30 mars 2004), puis en ministère de plein exercice (31 mars 2004-31 mai 2005). Ce ministère évolue de nouveau avec le gouvernement Villepin, devenant le ministère délégué à la Cohésion sociale et à la parité, confié à Catherine Vautrin (2 juin 2005-15 mai 2007).

Pour la période postérieure à 1991, le chercheur pourra se reporter aux archives du ministère du Travail et des affaires sociales.

¹ Créée par le décret du 21 septembre 1976, la Délégation à la condition féminine a été placée auprès du Premier ministre et confiée à Nicole Pasquier qui a également exercé du 10 janvier 1978 au 21 mai 1981 les fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, chargée de l'Emploi féminin. Elle gardait ainsi sous sa tutelle le Comité du travail féminin. Jacqueline Nonon lui a succédé du 13 février au 15 juillet 1978. La Délégation a ensuite été supprimée par décret du 31 octobre 1978.

Versements aux Archives nationales

NICOLE PASQUIER (1976-1978)

19790873

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)
art 1-4: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

métrage : 1

19810408

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)
art 1-8: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 9-66: courrier reçu par le ministre (classement alphabétique): 1979-1981

art 67-84: dossiers des associations féminines (classement alphabétique).

art 85-90: interventions publiques du ministre (par ordre chronologique): 1979-1981.

métrage : 12

19810604

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)
art 1-12: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

métrage : 2

MONIQUE PELLETIER (1978-1981)

19810408

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)
art 1-8: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 9-66: courrier reçu par le ministre (classement alphabétique): 1979-1981

art 67-84: dossiers des associations féminines (classement alphabétique).

art 85-90: interventions publiques du ministre (par ordre chronologique): 1979-1981.

métrage : 12

19810605

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 1-4: organisation du ministère

art 5-16: préparation de textes législatifs et réglementaires

art 17-23: réunions du comité interministériel d'action pour les femmes (CIAF) et campagne femmes seules.

art 24-34, 36-37: participation à divers comités ou groupes de travail intéressant les femmes

art 35: activités du centre d'information féminin (CIF)

art 38-41: études et rapports sur la condition féminine

art 42-51: relations avec les ministères, les déléguées régionales et les associations féminines

art 52-58: courrier des particuliers

art 59-92: dossiers d'information et de documentation, coupures de presse (classement par thème)

métrage : 13

19820480

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 1: législation en faveur des femmes, dossiers documentaires sur le sport féminin et les loisirs des jeunes: 1979-1980

19810409

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 1-7 : dossiers de Marc Spielrein, directeur de cabinet

-art 1-2: activités comme conseiller technique au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de la Santé publique et de la sécurité sociale: 1973-1974

-art 3: activités comme conseiller technique au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur: 1974-1977

-art 4-7: activités comme directeur du cabinet de Monique pelletier, ministre délégué à la condition féminine: 1978-1981

métrage : 1

19860111

art 1-2: comité d'étude et de liaison des problèmes du travail féminin: activités: 1965-1971

art 3-15: comité du travail féminin: création, organisation, réunions et rapports d'études: 1971-1981

métrage : 5

YVETTE ROUDY (1981-1986)

19910616

art 1-20: ministère des droits de la femme: correspondance active, relations avec le parlement, préparation et exécution du budget, personnel, déplacements du ministre, délégations régionales: 1981-1986

art 21-25: subventions aux associations féministes, relations internationales, campagnes d'information, journée du 8 mars: 1981-1986

art 26: dossiers de Monique Pelletier, ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine: 1976-1981

métrage : 9

19910458

art 1: journée internationale des droits de la femme, 8 mars 1983. interventions d'Yvette Roudy, Louis Mexandeau, ministre des PTT (présentation du timbre Danièle Casanova) et Pierre Mauroy, Premier ministre.

bande son 19 cm/s, 2 pistes, 51 mn enregistrées: 1983

19910526

Cabinet d'Yvette Roudy, ministre délégué chargé des droits de la femme.

art 1-6: interviews télévisées d'Yvette Roudy, émissions produites avec le concours du ministère : 1981-1984

métrage : 2

MICHELE ANDRE (1988-1991)

19920534

Cabinet de Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.

art 1-6, 25-26 : courrier : notes, lettres, discours, communiqués et interviews de Michèle André et des membres de son cabinet, par nom de personne.

art 6 : organisation, budget et fonctionnement du Secrétariat d'Etat.

art 6-11 : activités de Michèle André : déplacements en France et à l'étranger, emploi du temps, audiences, colloques, mission dialogue dans les hôpitaux (conflit du travail concernant les infirmières).

art 11-16 : activités gouvernementales : conseil des ministres, relations avec d'autres ministères, préparation de textes et décisions, notamment au sein des comités interministériels, relations internationales.

art 16-23: dossiers suivis par le cabinet, par thème: droits des femmes, égalité professionnelle, chômage, divorce, violences conjugales, harcèlement sexuel, journées internationales des femmes.

art 23-26: subventions à des organismes ou associations, dossiers de demandes et arbitrages ; études ou brochures financées par le Secrétariat d'Etat, dossiers de conseillers techniques.

métrage : 9

DROITS DE L'HOMME, ACTION HUMANITAIRE

20 mars 1986-10 mai 1988 : Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Droits de l'Homme

28 juin 1988-15 mai 1991 : Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire

17 mai 1991-28 mars 1993 : Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Action humanitaire, puis ministre de la Santé et de l'Action humanitaire

29 mars 1993-16 mai 1995 : Lucette Michaux-Chevry, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Action humanitaire et des droits de l'Homme

18 mai 1995-2 juin 1997 : Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Action humanitaire d'urgence

19 juin 2007-23 juin 2009 : Rama Yade, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme

CLAUDE MALHURET (1986-1988)

19930289

art 1: interventions publiques, voyages et déplacements de Claude Malhuret

art 1-3: correspondance de Claude Malhuret et de Daniel Levis, directeur du cabinet

art 3-13: dossiers par thème: budget du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme, promotion des droits de l'homme, famille, femmes, actions sociales, protection de l'enfance, santé, minorités, justice, affaires internationales, relations bilatérales

art 14-15: courrier des associations

art 16: courrier des particuliers (échantillon, initiales B et T des auteurs de lettres)

art 17-18: subventions accordées aux associations, cas individuels

art 19: droits de l'homme, cas individuels, principalement des pays de l'Est et de l'Italie

art 20-24: dossiers des membres du cabinet, par thème

métrage : 8

XAVIER EMMANUELLI (1995-1997)

20030334

Dossiers de Cyril Lacan, directeur du cabinet.

art 1-2 : minutiers chronologiques, attributions, déplacements, relations publiques.

art 2 (suite) : fonctionnement et activités du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

art 3-4 : volet humanitaire (dont relations avec les services d'aide humanitaire de France, d'Europe et des États-Unis, aide au développement et aide alimentaire, droits de l'homme).

art 4 (suite)-5 : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays dont Rwanda).

art 5 (suite)-7 : volet social (dont enfance, jeunes, étrangers, logement, désarmement, service national, toxicomanie).

art 7 (suite)-8 : lutte contre la précarité (dont accès aux soins, santé mentale, accès au droit, mendicité, Samu social, sans-abri, accueil de jour).

art 9-10 : préparation du projet de loi contre les exclusions.

métrage : 3

20030335

Dossiers de Michel Katz, chef du cabinet.

art 1 : fonctionnement et activités du secrétariat d'État à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1997

métrage : 1

20030336

Dossiers de Michèle Aucouturier, conseiller technique.

art 1 : minutier chronologique. 1996-1997

art 1 (suite) : fonctionnement du secrétariat d'État à l'action humanitaire d'urgence.

Activités du secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence.

art 1 (suite) : volet humanitaire. 1996

art 1 (suite)-2 : volet social (dont service national). 1995-1997

art 3 : lutte contre la précarité (dont mendicité, Samu social). 1995-1997

art 4-5 : préparation du projet de loi contre les exclusions. 1996-1997

métrage : 2

20030337

Dossiers de Frédéric Boyer, conseiller technique.

art 1-3 : minutiers chronologiques, courrier d'interventions, allocutions du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1997

art 3 (suite) : fonctionnement du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1996

Activités du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

art 3 (suite) : volet humanitaire (dont relations avec les services d'aide humanitaire de France, d'Europe et des Nations Unies, aide alimentaire). 1995-1997

art 3 (fin)-5 : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays dont Rwanda). 1995-1997

art 6-7 : volet social (dont enfance, jeunes, logement, toxicomanie). 1995-1997

art 7-10 : lutte contre la précarité (dont mendicité, Samu social, sans-abri, accueil de jour). 1995-1997

art 10 (suite)-12 : préparation du projet de loi contre les exclusions. 1995-1997

métrage : 4

20030338

Dossiers de Véronique Leblanc, conseiller technique.

art 1 : minutier chronologique, allocutions du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1997

art 1 (suite) : fonctionnement du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1996

Activités du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

art 2-3 : volet humanitaire (dont relations avec les services d'aide alimentaire de France, d'Europe et des Nations-Unies, aide au développement alimentaire, droits de l'homme). 1995-1997

art 4-5 : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays dont Roumanie et Rwanda). 1995-1997

art 6-9 : volet social (dont enfance, catastrophes naturelles, désarmement). 1995-1997

métrage : 3

20030339

Dossiers de Catherine Patris, conseiller technique.

art 1 : minutier chronologique, interventions, budget. 1995-1997

Activités du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence :

art 1 (suite) : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays). 1996-1997

art 1 (suite)-3 : volet social (dont attentats et catastrophes, médecine d'urgence, toxicomanie). 1995-1997

art 3-4 : lutte contre la précarité (dont santé, accès aux soins, santé sociale, Samu social). 1995-1997

art 5-6 : préparation du projet de loi contre les exclusions. 1995-1997

métrage : 2

ÉCONOMIE SOCIALE

JEAN GATEL (1984-1986)

17 juillet 1984-20 mars 1986 : Jean Gatel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.

19910297

art 1-15 : mutuelles, coopératives et associations: réformes législatives et réglementaires (lois des 11, 12 et 25 juillet 1985 sur le statut et le financement de ces organismes). Développement local et actions partenariales : soutien aux opérations ou organismes d'initiative locale, au micro-développement économique, à la formation dans le mouvement associatif :1984-1986

métrage : 5

ÉGALITE DES CHANCES

AZOUZ BEGAG (2005-2007)

2 juin 2005-5 avril 2007 : Azouz Begag, ministre délégué chargé de la Promotion de l'égalité des chances

En juin 2005, la décision de Dominique de Villepin de créer un ministère délégué à la Promotion de l'égalité des chances, rattaché au Premier ministre, correspond à la volonté de « faire disparaître les discriminations, notamment en matière d'éducation, d'emploi, de santé et d'accès aux responsabilités dans la société »².

Quelques mois plus tard, le ministre délégué, Azouz Begag, définit les missions de son ministère de la façon suivante : « L'égalité des chances doit être comprise comme la possibilité donnée à chaque citoyen - quels que soient ses origines, son sexe, ses croyances, ou son mode de vie - de faire valoir ce qu'il est, ce qu'il sait faire, ses mérites afin qu'il soit en mesure de progresser dans la société. Pour assumer pleinement les valeurs de la République, nous devons passer d'une égalité de principe à une égalité des chances, réelle. »³ L'égalité des chances concerne donc l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle, à un logement, à l'éducation, à la culture, à la santé.

20080138

Dossiers de Jean-Marie Lenzi, directeur du cabinet.
art 1 : minutiers chronologiques. 2005-2006

métrage : 1

20080139

Dossiers de Thierry Drack, directeur du cabinet en 2005.
art 1 : minutiers chronologiques. 2005

métrage : 1

20080140

Dossiers de Robert Djellal, directeur-adjoint du cabinet.
art 1 : minutiers chronologiques. Opérations « tour de France » de la diversité.
2006-2007

métrage : 1

20080151

Dossiers de Patrick Cohen, directeur-adjoint du cabinet.

2 Article 1^{er} du décret n°2005-693 du 23 juin 2005 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances.

3 http://www.egalitedeschances.gouv.fr/rubrique625d.html?id_rubrique=3, site Internet du ministère, texte du 24 janvier 2006 (consulté le 18 juin 2008).

art 1 : minutiers chronologiques de la correspondance active et passive du ministre.
2005-2006.

métrage : 1

20080141

Dossiers d'Eric Finot, chef de cabinet.

art 1 : minutiers chronologiques.

art 1 (suite)-5 : déplacements.

art 6-7 : décorations.

métrage : 1

20080136

Dossiers de Jean-Philippe Audoli, conseiller technique chargé de la culture et des loisirs. 2005-2007

art 1 : minutiers chronologiques.

art 1 (suite)-2 : entretiens, déplacements.

art 3 : interventions d'élus de particuliers et d'associations.

métrage : 1

20080137

Dossiers de Jean-Michel Valantin, conseiller technique chargé de l'éducation et de la défense. 2005-2007

art 1 : minutiers chronologiques.

art 2-3 : interventions publiques, entretiens, voyages.

art 3 (suite)-4 : dossiers thématiques (jeunes, enseignement, emploi, médias, loisirs).

art 5 : interventions d'élus, d'associations et de particuliers.

métrage : 2

20080142

Dossiers de Guillaume Labbez, conseiller technique.

art 1 : questions écrites, déplacements. 2005-2007

métrage : 1

20080143

Dossiers du secrétariat particulier. 2005-2007

art 1-3 : minutiers chronologiques.

art 4-6 : entretiens.

art 6 (suite)-8 : déplacements.

métrage : 3

20080224

Dossiers de Manuel Demougeot, chef de cabinet puis directeur du cabinet.

art 1-2 : minutiers chronologiques.

art 2 (suite)-5 : action gouvernementale et fonctionnement du cabinet.

art 5 (suite)-6 : déplacements.

art 6 (suite)-7 : interventions de particuliers et d'élus.

métrage : 2

20080476

Dossier du secrétariat particulier.

Art 1-10 : Courrier des particuliers.

Art 10 (suite) : courrier général (syndicats, entreprises et associations) et courrier des élus.

métrage : 3

FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT

Ministres et secrétaires d'Etat chargés de la Fonction publique ou des réformes administratives depuis 1958

8 janvier 1959-28 mai 1959: Pierre CHATENET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

24 juillet 1959-15 janvier 1960: Louis JOXE, secrétaire d'Etat.

5 février 1960-14 avril 1962: Pierre GUILLAUMAT, ministre délégué.

14 avril 1962-28 novembre 1962: Jean de BROGLIE, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

28 novembre 1962-1er avril 1967: Louis JOXE, ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative.

6 avril 1967-31 mai 1968: Edmond MICHELET, ministre d'Etat chargé de la Fonction publique.

31 mai 1968-10 juillet 1968: Robert BOULIN, ministre de la Fonction publique.

10 juillet 1968-20 juin 1969: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

20 juin 1969-7 janvier 1971: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et de la réforme administrative.

7 janvier 1971-5 juillet 1972: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

5 juillet 1972-28 mars 1973: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des services de l'Information.

2 avril 1973-27 février 1974: Alain PEYREFITTE, ministre chargé des Réformes administratives.

23 octobre 1973-27 février 1974: Philippe MALAUD, ministre de la Fonction publique.

27 février 1974-27 mai 1974: Christian PONCELET, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

8 juin 1974-29 octobre 1974: Roger POUDONSON, secrétaire d'Etat (Fonction publique).

29 octobre 1974-25 août 1976: Gabriel PERONNET, secrétaire d'Etat (Fonction publique).

25 août 1976-29 mars 1977: Maurice LIGOT, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

29 mars 1977-31 mars 1978: Maurice LIGOT, secrétaire d'Etat (Fonction publique).

3 avril 1978-2 octobre 1980: Jacques DOMINATI, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (attributions relatives à la Fonction publique).

2 octobre 1980-21 mai 1981: Jean-François DENIAU, ministre délégué chargé de la Réforme administrative.

21 mai 1981-23 juin 1981: Catherine LALUMIERE, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des réformes administratives.

23 juin 1981-22 mars 1983: Anicet LE PORS, ministre délégué chargé de la Fonction publique et des réformes administratives.

22 mars 1983-19 juillet 1984: Anicet LE PORS, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des réformes administratives.

19 juillet 1984-20 mars 1986: Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des simplifications administratives.

20 mars 1986-10 mai 1988: Hervé de CHARETTE, ministre délégué chargé de la Fonction publique et du plan.

19 août 1986-28 septembre 1987: Camille CABANA, ministre délégué chargé de la Réforme administrative.

28 septembre 1987-10 mai 1988: Camille CABANA, ministre délégué chargé des Rapatriés et de la réforme administrative.

10 mai 1988-23 février 1989: Michel DURAFOR, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives.

23 février 1989-15 mai 1991: Michel DURAFOR, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives.

16 mai 1991-20 mars 1992: Jean-Pierre SOISSON, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la modernisation administrative.

2 avril 1992-29 mars 1993: Michel DELEBARRE, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives.

30 mars 1993-17 mars 1995: André ROSSINOT, ministre de la Fonction publique.

17 mars 1995-7 novembre 1995: Jean PUECH, ministre de la Fonction publique.

7 novembre 1995-2 juin 1997 : Dominique PERBEN, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

2 juin 1997-27 mars 2000 : Émile ZUCCARELLI, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

27 mars 2000-7 mai 2002 : Michel SAPIN, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État

7 mai 2002-31 mars 2004 : Jean-Paul DELEVOYE, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation

17 juin 2002-31 mars 2004 : Henri PLAGNOL, secrétaire d'État à la Réforme de l'État

31 mars 2004-2 juin 2005 : Renaud DUTREIL, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État

31 mars 2004-2 juin 2005 : Éric WOERTH, secrétaire d'État à la réforme de l'État

2 juin 2005-15 mai 2007 : Christian JACOB, ministre de la Fonction publique

18 mai 2007-13 novembre 2010 : Éric WOERTH, ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique puis le 22 mars 2010 ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique

19 juin 2007-23 juin 2009 : André SANTINI, secrétaire d'État à la fonction publique

14 novembre 2010-29 juin 2011 : François BAROIN, ministre du Budget, des comptes publics, de la réforme de l'État et de la fonction publique

22 mars 2010-29 mai 2011 : Georges TRON, secrétaire d'État à la fonction publique

29 juin 2011-10 mai 2012 : François SAUVADET, ministre de la Fonction publique.

16 mai 2012-10 février 2016 : Marylise LEBRANCHU, ministre de la Réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, puis ministre de la Décentralisation et de la fonction publique à partir du 3 juin 2014.

3 juin 2014-17 juin 2015 : Thierry MANDON, secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la simplification

11 février 2016-10 mai 2017 : Annick GIRARDIN, ministre de la Fonction publique

Depuis le 17 mai 2017 : Gérald DARMANIN, ministre de l'Action et des comptes publics

Versements aux Archives nationales

LOUIS JOXE (1962-1967) ET EDMOND MICHELET (1967-1968)

20080481

Dossiers de Roland Morin, conseiller technique. 1963-1968
art 1 : correspondance, travaux législatifs et réformes administratives (classement par ministère).

métrage : 1

JEAN-FRANÇOIS DENIAU (1980-1981)

19820066

Dossiers d'Arnaud Cazin d'Honinchtun et Rémy Chardon, conseillers techniques.
art 1-7: cinquième programme de simplifications administratives⁴: 1980-1981

métrage : 1

ANICET LE PORS (1981-1984)

19930281

art 1: organisation du cabinet et réunions.
art 1-4: conseils des ministres, dossiers de séances et communications
art 4-15: correspondance arrivée et départ: courrier général du cabinet, courrier de plusieurs membres du cabinet
art 115: courrier départ de Michel May, directeur général de l'administration et de la fonction publique
art 15-17, 91-103: textes législatifs et réglementaires: réforme du statut général des fonctionnaires et de l'ENA.
art 20-21: audiences accordées par le ministre
art 22-34, 57-62, 127: déplacements, voyages officiels, discours du ministre
art 34-41: interviews, conférences de presse, colloques, communiqués, articles sur le ministre et ses activités
art 52-54: budgets de la fonction publique
art 20, 54-56: conseil supérieur de la fonction publique, procès-verbaux et dossiers de séances.
art 17-19, 63-82, 115-119: dossiers par thème.
art 83-90: dossiers, par membre du cabinet (minutiers, dossiers par thème).
art 103-107: accords salariaux de la fonction publique.
art 107-109: relations avec les organisations syndicales.
art 109-111: comité interministériel des services sociaux, dossiers de séances.
art 111-112: documentation, rapports, publications.
art 113-114: généralités (1982-1984).

⁴ Les archives du 1^{er} et 2^e programme de simplifications administratives ont été versées par le Secrétariat général du gouvernement (SGG) (Mission d'organisation administrative, versement 19820065).

art 119-126: campagnes d'information (1983-1984) :1981-1984

métrage : 44

JEAN LE GARREC (1984-1986)

19900249

art 1-12: dossiers de Jean Le Garrec : 1984-1986

métrage : 3

19900250

art 1-2 : dossiers de Jean Lecuir, conseiller technique (emploi, formation et insertion des jeunes de 18 à 25 ans): 1976-1984

métrage : 1

19900251

art 1-3 : dossiers de Jean Lecuir, conseiller technique (cadres et agents de maîtrise, politique gouvernementale) : 1981-1985

métrage : 1

HERVE DE CHARETTE (1986-1988)

19920289

art 1: notes, discours, compte-rendus d'Hervé de Charette et de François-Roger Cazala, conseiller technique :1986-1988

art 1 (suite)-10: fonction publique, dossiers par thème :1986-1988

-art 1-4: fonctionnaires, par catégorie

-art 4-5: politique salariale, effectifs, retraites, congés, mobilité, grève, formation professionnelle.

-art 6: participation et intéressement, cercles de qualité, durée du travail, organisation administrative.

-art 7: ressources humaines, fonction publique territoriale.

-art 8: syndicats, budget du ministère.

-art 9: opération "administration à votre service", action sociale, propositions du médiateur, relations avec l'étranger, coopération.

art 10-14: planification: contrats de plan Etat-région, organisation du commissariat général du plan et budget de la planification : 1986-1989

métrage : 5

CAMILLE CABANA (1986-1988)

19930166

art 1-8: dossiers de Camille Cabana: réunions de ministres, comités interministériels, déplacements et interventions publiques, dossiers par thème et par ministère (bureau d'ordre du cabinet)

art 8-12: dossiers de Pierre Montdésert, directeur du cabinet: réforme administrative et rapatriés

art 13-22: dossiers de conseillers techniques. Réforme administrative: Patricia Laplaud (art 12-16), Georges Berthu (art 16-17), Jean Ganiage (art 17-18), Philippe Ritter (art 20-21), Serge Ruel (art 21), Xavier Patier et Roland Denis (art 22). Rapatriés: Bertrand Leroy et Yves Kodderritzsch (art 22)

métrage : 7

MICHEL DURAFOUR (1989-1991)

19950500

Dossiers de Guy Lafont, conseiller technique.

art 1: conseil supérieur de la fonction publique de l'État: réunions du 25 juillet 1989 au 7 janvier 1991.

art 2: fonction publique hospitalière et fonction publique territoriale : mise en oeuvre du protocole d'accord du 9 février 1990; filière culturelle de la fonction publique territoriale ; création d'un corps de professeur des écoles ; formation continue dans la fonction publique ; troisième concours d'entrée à l'ENA ; projet de loi sur la santé publique et les assurances sociales ; séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public ; coopération scientifique et technique (réunion de Brasilia).

métrage : 1

JEAN-PIERRE SOISSON (1991-1992)

19940540

Dossiers de Pierre Lambert, conseiller technique.

art 1: interventions publiques de Jean-Pierre Soisson. Correspondance de Pierre Lambert, par ordre chronologique. 1991-1992.

art 2-4: dossiers par thème: emploi, aménagement du territoire, Lorraine, ville. 1987-1992.

art 4-6: modernisation administrative, journées interrégionales, par région. 1991.

métrage : 2

ANDRE ROSSINOT (1993-1995)

19980191

art 1-13 : dossiers d'André Rossinot, ministre de la Fonction publique, 1993-1995.

métrage : 4

20040216

Cabinet de Jean Puech, ministre de la Fonction publique de mai à novembre 1995.
art 1-4 : minutier chronologique, déplacements du ministre, activités du cabinet, décorations, relations avec des organismes français et étrangers, fonction publique, réforme de l'État.

Cabinet d'André Rossinot, ministre de la Fonction publique de 1993 à 1995.
art 4 (suite) : interventions, frais du cabinet. 1993-1994.

métrage : 1

JEAN PUECH (1995)

20040216

Cabinet de Jean Puech, ministre de la Fonction publique de mai à novembre 1995.
art 1-4 : minutier chronologique, déplacements du ministre, activités du cabinet, décorations, relations avec des organismes français et étrangers, fonction publique, réforme de l'État.

Cabinet d'André Rossinot, ministre de la Fonction publique de 1993 à 1995.
art 4 (suite) : interventions, frais du cabinet. 1993-1994.

métrage : 1

DOMINIQUE PERBEN (1995-1997)

20030300

art 1 : correspondance.
art 2 : accueil de personnalités étrangères, décorations, colloques.
art 3 : projet de loi de finances 1997.
art 4-6 : activités interministérielles.
art 6 (suite)-8 : fonction publique (personnel, aménagement du temps de travail, modernisation).
art 9-12 : réforme de l'État.
art 13-14 : collectivités locales, décentralisation.

métrage : 5

20030303

art 1 : chrono de notes, discours et interventions dans la presse. 1995-1997
art 1 (suite)-2 : projet de loi de finances pour 1997. 1997
art 2 (suite) : fonction publique et réforme de l'État. 1995-1997
art 2 (suite)-3 : collectivités locales (projets de réformes, lois votées, projets de loi). 1995-1997

métrage : 1

ÉMILE ZUCCARELLI (1997-2000)

20040217

Dossiers du ministre.

art 1 : interventions publiques. 1997-2000.

art 2-5 : déplacements en province. 1997-2000.

art 6 : voyages à l'étranger. 1997-1999.

art 6 (suite) : comités interministériels. 1998-1999.

art 7 : réunions de ministres, entretiens avec des ministres. 1998-2000.

art 8 : entretiens avec des personnalités et des représentations syndicales. 1997-2000.

art 9 : réception de personnalités étrangères. 1996-2000.

art 9 (suite) : décorations. 1997-2000.

art 10 : lois de finances. 1998-2000.

art 11-12 : activité législative et relations avec le Parlement. 1997-2000.

art 13-17 : fonction publique et coopération administrative internationale. 1996-2000.

art 18-19 : réforme de l'État. 1997-2000.

art 19 (suite) : finances locales. 1998.

métrage : 6

20040218

Dossiers des conseillers techniques.

art 1-2 : minutiers chronologiques et notes. 1997-2000.

art 3-4 : interventions publiques et dans la presse. 1997-2000.

art 5-9 : déplacements en province. 1997-2000.

art 10 : voyages. 1997-2000.

art 10 (suite) : fonctionnement du cabinet et travail du gouvernement. 1997-2000.

art 11-12 : entretiens. 1996-1999.

art 12 (suite)-20 : interventions. 1996-2000.

art 20 (suite) : décorations. 1997-2000.

art 21 : activités protocolaires. 1998.

art 21 (suite) : lois de finances. 1997-1999.

art 22-26 : fonction publique et coopération administrative internationale. 1996-2000.

art 27-34 : réforme de l'État. 1994-2000.

art 35-38 : aménagement du territoire, services publics de proximité et délocalisations publiques. 1997-2000.

art 39-42 : collectivités locales. 1996-2000.

art 42 (suite)-44 : relations avec le Parlement. 1997-2000.

art 45 : Union européenne. 1997-2000.

art 45 (suite) : Corse. 1997-2000.

art 45 (suite) : activités politiques. 1997-2000.

métrage : 15

20050513

Dossiers des conseillers techniques.

art 1 : politique générale, réforme de l'État. 1997-2000

art 1 (suite) : activités législatives. 1997-2000

art 2-4 : fonction publique : généralités, déontologie, primes, syndicats. 1997-2000

art 4 (suite)-6 : encadrement supérieur de la fonction publique. 1997-2000

art 6 (suite)-7 : fonction publique de l'État. 1997-2000

art 7 (suite)-9 : fonction publique territoriale. 1996-2000

art 9 (suite)-10 : instituts régionaux d'administration (IRA). 1997-1999

métrage : 3

MICHEL SAPIN (2000-2002)

20050125

Dossiers de Christophe Chantepy, directeur du cabinet.

art 1-2 : minutiers chronologiques. 2000-2002

art 2 (suite)-3 : programmation du travail, budget du ministère. 2000-2001

art 3 (suite)-4 : codification, activités législatives, suivi des recommandations du Médiateur de la République. 2000-2002

art 4 (suite)-6 : réforme de l'État : comités interministériels, nouvelles technologies, déconcentration et décentralisation, emplois publics. 2000-2002

art 6 (suite)-12 : fonction publique : emploi précaire, temps de travail, salaires, retraites, carrières et statut, dialogue social. 2000-2002

art 12 (suite)-13 : École nationale d'administration (ÉNA) : réforme de la scolarité, fusion avec l'Institut international d'administration publique (IIAP). 1999-2002

art 13 (suite)-14 : Union européenne et relations internationales. 2000-2002

métrage : 5

20050126

Dossiers de Marie-Barbe Girard, directrice-adjointe du cabinet.

art 1 : minutiers chronologiques. 2000-2002

art 2-4 : réforme de l'État, qualité de la réglementation, relations avec les usagers, déconcentration et décentralisation. 2000-2002

art 4 (suite) : fonction publique : égalité hommes-femmes. 2000-2001

art 4 (suite) : union européenne et relations internationales. 2000-2001

métrage : 1

20050131

Dossiers de Christophe Castaner, chef de cabinet.

art 1-3 : minutier chronologique. 2000-2002

art 3 (suite) : politique générale, décorations. 2000-2002

art 3 (suite)-4 : congrès, colloques, manifestations et réunions. 2000-2002

art 4 (suite)-5 : entretiens et déplacements en France métropolitaine. 2002

art 5 (suite)-6 : Union européenne et relations internationales. 2000-2002

métrage : 2

20050028

Dossiers de Véronique Wallon, conseillère chargée de la fonction publique.

art 1-4 : négociations salariales, pensions d'invalidité. 1997-2001

art 4 (suite)-5 : résorption de l'emploi précaire. 1999-2002

art 6-9 : aménagement et réduction du temps de travail (ARTT). 1997-2002

art 9 (suite)-10 : congé de fin d'activité. 1997-2000

art 11 : prévention des risques professionnels. 1998-2000

métrage : 4

20050512

Dossiers de Geneviève Le Bigot, conseillère en charge de la fonction publique.

art 1 : politique générale, activités législatives. 2000-2001

art 2-4 : fonction publique : généralités, jeunes, formation, handicapés, emplois-jeunes. 2000-2002

art 4 (suite)-5 : encadrement supérieur de la fonction publique. 2000-2002

art 5 (suite)-6 : fonction publique d'État et hospitalière. 2000-2001

art 6 (suite)-7 : fonction publique territoriale. 2000-2001

métrage : 2

20050040

Dossiers de Denis Berthomier, conseiller technique en charge de la réforme de l'État.

art 1 : réforme des lois de finances. 2000-2002

art 1 (suite) : gestion de l'emploi publique, questions statutaires, fusion de l'École nationale d'administration (ÉNA) et de l'Institut international d'administration publique (IIAP). 2000-2002

métrage : 1

20050127

Dossiers de Godefroy Beauvallet, conseiller chargé des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

art 1 : réforme de l'État, informatique. 2000-2002

art 1 (suite) : Internet, relations avec les usagers. 2000-2002

art 1 (suite) : Union européenne. 2000-2001

métrage : 1

20050128

Dossiers de Jean-Christophe Toulon, conseiller parlementaire puis chef-adjoint de cabinet.

art 1 : réponses aux questionnaires parlementaires, lois de finances de 2001 et 2002. 2001-2002

métrage : 1

20050129

Dossiers d'Alain Bergougnoux, chargé de mission auprès du ministre.

art 1 : orientations générales, réforme de l'État. 2000-2002

art 1 (suite) : fonction publique : fusion de l'École nationale d'administration (ÉNA) et de l'Institut international d'administration publique (IIAP). 2000-2001

art 1 (suite) : Union européenne et relations internationales. 2001

métrage : 1

20050130

Dossiers de Vanessa Parodi, conseillère technique chargée des relations avec la presse.

art 1 : réforme de l'État, relations avec les usagers, nouvelles technologies, fonction publique. 2000-2002

art 1 (suite)-2 : déplacements en France métropolitaine. 2000-2002

art 2 (suite)-3 : Union européenne et voyages à l'étranger. 2000-2002

métrage : 1

JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004)

20080670

Dossiers de Jean-François Rocchi, directeur du cabinet. 2002-2004

art 1-3 : minutiers chronologiques.

art 3 (suite)-8 : fonction publique, réforme des retraites.

métrage : 3

20090072

Dossiers de Fabien Métayer, attaché parlementaire de 2002 à 2003, puis chef-adjoint de cabinet chargé des relations avec le Parlement de 2003 à 2004.

Interventions, correspondances :

Art. 1 : ministres, ministres délégués, secrétaires d'État.

Art. 1 (suite)-5 : sénateurs.

Art. 5 (suite)-16 : députés.

Art. 16 (suite) : députés européens.

Art. 16 (suite)-17 : conseils régionaux.

Art. 17 (suite)-18 : conseils généraux.

Art. 18 (suite)-21 : communes.

métrage : 7

20080690

Dossiers de Jacques Fanouillaire, conseiller diplomatique.

Art. 1 : fonction publique, Union européenne, coopération, politique extérieure. 2001-2004

Art. 1 (suite)-4 : relations bilatérales, dossiers par pays. 2002-2004

métrage : 1

20090071

Dossiers de Philippe Caïla, conseiller technique pour le budget, la réforme budgétaire, les retraites et les rémunérations des fonctionnaires.

Art. 1-4 : budget, finances. 2002-2004

Art. 5-22 : fonction publique : réforme des retraites, gestion des emplois, statuts, dialogue social et salaires. 2001-2004

Art. 22 (suite)-25 : loi organique relative aux lois de finances (LOLF), réforme de l'État. 2002-2004

Art. 25 (suite)-27 : aménagement du territoire. 2002-2004

métrage : 9

RENAUD DUTREIL (2004-2005)**20090353**

Dossiers de Laurent Fleuriot, directeur du cabinet. 2002-2005

art.1 : organisation du travail ministériel. 2002-2004

art.1(suite)-2 : fonction publique. 2003-2005

art.3 : réforme de l'Etat. 2004-2005

métrage : 1

20090350

Dossiers de Patricia Balme, conseillère chargée de la communication et des relations avec la presse. 2003-2005

art.1 : déplacements. 2004-2005

art.1(suite) : activités. 2004-2005

art.1(suite) : stratégie de communication. 2004-2005

art.1(suite) : fonction publique. 2004-2005

art.1(suite) : réforme de l'État. 2003-2005

métrage : 1

20090358

Dossiers d'Elisabeth Vital-Durand, conseillère parlementaire. 2004-2005

art 1-7 : législation.

métrage : 2

20090356

Dossiers de Grégoire Parmentier, conseiller technique chargé des statuts et du suivi de la fonction publique. 2002-2005.

art.1 : législation. 2002-2004

art.2 : statuts. 2003-2004

art.2(suite) : suivi de la fonction publique. 2003-2005

métrage : 1

20090357

Dossiers d'Emmanuel Rochas, conseiller technique chargé des rémunérations, des retraites et de la formation professionnelle. 2002-2005

art.1-4 : fonction publique. 2002-2005

art.4(suite) : amélioration des relations avec les usagers. 2004-2005

métrage : 1

ERIC WOERTH (2004-2005)

20090328

Dossiers de Philippe Court (2004-2005) et d'Anne-Gabrielle Heilbronner-Lahoud (2005), directeurs du cabinet. 2002-2005.

art 1 : organisation. 2004-2005

art 2-7 : dossiers thématiques. 2003-2005

art 2 : législation et réglementation. 2003-2005.

art 3 : études et réflexions. 2003-2005

art 3 (suite) : évaluation des politiques publiques. 2003-2005

art 4-5 : réforme de l'administration. 2004-2005

art 6 : administration électronique. 2002-2005

art 7 : simplification administrative. 2003-2005

art 7 (suite) : amélioration des relations avec les citoyens. 2003-2005

Métrage : 2

20090355

Dossiers de Sophie Morin, chef du cabinet chargée des relations avec le Parlement.

art.1-2 : minutiers chronologiques départ et arrivée.

Métrage : 1

20090354

Dossiers de Géraldine Menasché, chargée de mission en charge de la simplification administrative. 2004-2005.

art.1 : minutier chronologique.

art.1(suite)-2 : dossiers thématiques : législation, simplifications administratives, réforme de l'administration, administration électronique, charte Marianne.

Métrage : 1

20090359

Dossiers de Valérie Ségué, conseillère technique chargée du benchmarking. 2002-2005.

art.1-4 : organisation : fonds pour la réforme de l'État, déplacements, entretiens. 2002-2005.

art.4(suite)-5 : dossiers thématiques : évaluation des politiques publiques, réforme de l'administration, administration électronique, simplifications administratives, études internationales. 2003-2005.

Métrage : 2

CHRISTIAN JACOB (2005-2007)

20100235

Dossiers de Vincent Soetemont, directeur-adjoint du cabinet.

Art. 1 : Formation professionnelle et mobilité. 2005-2006

Art. 2 : Loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique. 2006-2007

métrage : 1

20100238

Dossiers de Catherine Kucklick, conseillère auprès du ministre en charge des questions statutaires.

Art. 1 : Statut, rémunération, recrutement, laïcité.

métrage : 1

20100236

Dossiers de Valérie Ségué, conseillère technique en charge du budget, des effectifs et des négociations salariales.

Art. 1-4 : Projets de loi de finances. 2005-2006

Art. 4 (suite) : Commission permanente de la modernisation des services publics. 2006

métrage : 1

20100237

Dossiers de Michel Lartail, conseiller technique en charge de l'encadrement supérieur, de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et compétences, de l'Observatoire de l'emploi public et des mutuelles.

Art. 1 : Minutier chronologique, amiante, mutuelles. 2005-2007

métrage : 1

MARYLISE LEBRANCHU (2012-2016)

20170392

Secrétariat particulier.

Art. 1-17 : Entretiens et rendez-vous de la ministre. 2012-2016

Métrage : 6

THIERRY MANDON (2014-2015)

20170345

Dossiers de Célia Vérot, directrice du cabinet. 2014-2015

Art. 1-2 : Minutier chronologique.

Art. 2 suite-3 : Activités de cabinet.

Art. 3 suite-10 : Réforme de l'Etat.

Art. 11-18 : Simplifications administratives.

Métrage : 6

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ministres et secrétaires d'Etat chargés de la Formation professionnelle (1973-1984)

12 avril 1973-27 février 1974: Paul DIJOURD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

8 juin 1974-12 janvier 1976: Paul GRANET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

12 janvier 1976-25 août 1976: Jean-Pierre SOISSON, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

3 avril 1978-2 octobre 1980: Jacques LEGENDRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et de la participation (Formation professionnelle).

2 octobre 1980-21 mai 1981: Jacques LEGENDRE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

23 juin 1981-17 juillet 1984 : Marcel RIGOUT, ministre de la Formation professionnelle.

La formation professionnelle a ensuite été comprise dans les attributions du ministre du Travail et de l'Emploi (gouvernement de Laurent Fabius, gouvernement d'Edouard Balladur...) ou a donné lieu à la création d'un secrétariat d'Etat spécifique, dont le rattachement a varié selon les gouvernements (auprès du ministre de l'Education nationale, du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi...).

Le chercheur se reportera donc également aux états des versements des ministères correspondants.

PAUL DIJOURD (1973-1974), PAUL GRANET (1974-1976) ET JEAN-PIERRE SOISSON (1976)

19800407

Cabinets de Paul Dijourd (avril 1973-février 1974), Paul Granet (juin 1974-janvier 1976) et Jean-Pierre Soisson (janvier-août 1976), secrétaires d'Etat chargés de la formation professionnelle.

art 1 : législation: préparation des lois du 3 décembre 1966, du 31 décembre 1968 et du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle, documentation. 1972-1976

art 2, 5-7, 9-11: cotes vacantes.

art 3, 8, 12-25 : actions nationales, par département ministériel, par région: notes, réunions, projets législatifs et réglementaires. 1971-1976

art 26-33 : relations avec des organismes de formation professionnelle, par ordre alphabétique. 1972-1976

art 33-35 : correspondance de membres du cabinet, par ordre chronologique. 1974-1976

métrage : 10

MARCEL RIGOUT (1981-1984)

19870371

art 1-4: dossiers du cabinet par thème. 1981-1984

art 4-13: actions de formation professionnelle: par thème, par département ministériel, par région. 1981-1984

art 14-15: comité de gestion et commission paritaire du fonds de la formation professionnelle, groupe permanent de hauts fonctionnaires de la formation professionnelle: comptes rendus. 1981-1984

art 19-20: budget 1982 à 1984. 1981-1983

art 20-22: relations avec les syndicats, les organisations professionnelles et l'association du centre universitaire de coopération économique et sociale. 1981-1984

métrage : 7

FRANCOPHONIE

LUCETTE MICHAUX-CHEVRY (1986-1988)

20 mars 1986-10 mai 1988 : Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de la francophonie

19910782

art 1-6: dossiers de Jean-Paul Bolufer, directeur du cabinet
art 6-7: dossiers de Jean-Francois de Canchy, conseiller technique
art 7-11: dossiers de Jacques Ménard-Dorin, conseiller technique
art 11: dossiers de Dominique Martin-Saint-Léon, chargé de mission
art 12-21: dossiers de Nicole Relier, chargée de mission
art 21: dossiers de Thibault de Sade, chargé de mission
art 21-23: dossiers de Marianne Lecrivain, attachée parlementaire

métrage : 8

INFORMATION ET COMMUNICATION

Ministres et secrétaires d'Etat chargés de l'Information et de la Communication (1958-1992)

17 mai 1958-1er juin 1958: Albert GAZIER, ministre de l'Information.

7 juillet 1958-8 janvier 1959: Jacques SOUSTELLE, ministre de l'Information.

8 janvier 1959-5 février 1960: Roger FREY, ministre de l'Information.

5 février 1960-24 août 1961: Louis TERRENOIRE, ministre de l'Information.

24 août 1961-14 avril 1962: Christian de LA MALENE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

14 avril 1962-11 septembre 1962: Alain PEYREFITTE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

11 septembre 1962-28 novembre 1962: Christian FOUCHET, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

28 novembre 1962-8 janvier 1966: Alain PEYREFITTE, ministre de l'Information.

8 janvier 1966-1er avril 1967: Yvon BOURGES, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

6 avril 1967-31 mai 1968: Georges GORSE, ministre de l'Information.

31 mai 1968-10 juillet 1968: Yves GUENA, ministre de l'Information.

10 juillet 1968-20 juin 1969: Joël LE THEULE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

5 juillet 1972-28 mars 1973: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et des services de l'information.

2 avril 1973-23 octobre 1973: Philippe MALAUD, ministre de l'Information.

23 octobre 1973-27 mai 1974: Jean-Philippe LECAT, ministre de l'Information.

Ministres et secrétaires d'Etat chargés de la Communication

Voir pour ces archives l'Etat des versements du Ministère de la Culture.

3 avril 1978-21 mai 1981: Jean-Philippe LECAT, ministre de la Culture et de la communication.

21 mai 1981-22 mars 1983: Georges FILLIOUD, ministre de la Communication.

22 mars 1983-12 mars 1986: Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Techniques de la communication.

20 mars 1986-10 mai 1988: André SANTINI, ministre délégué chargé de la Communication.

10 mai 1988-23 juin 1988: Catherine TASCA, ministre délégué chargé de la Communication.

28 juin 1988-15 mai 1991: Catherine TASCA, ministre délégué chargé de la communication.

16 mai 1991-2 avril 1992 : Georges KIEJMAN, ministre délégué à la Communication.

Versements aux Archives nationales

MINISTERE DE L'INFORMATION (1918-1940)

Les archives du ministère de l'Information sont principalement conservées dans la sous-série F⁴¹ des Archives nationales. Toutefois, on trouvera également aux AN un versement issu du ministère de l'Information, qui fait partie des archives restituées par la Russie à la France en 2000.

Ce versement, comme toutes les « archives rapatriées de Moscou », a suivi l'histoire mouvementée du XX^e siècle : confisquées par les troupes d'occupation allemandes en 1940, elles furent transférées en Allemagne puis récupérées par les troupes russes en 1945, et transférées en URSS.

20000415

art 1-3 : dossiers du Service de la radiodiffusion, 1937-1940.

art 4-18 : revues de la presse française et étrangère, 1936-1940.

art 19 : documents de la presse française, 1940.

art 20-39 : exemplaires de divers journaux et brochures, 1918-1940.

Métrage : 13

MINISTRES DE L'INFORMATION (1937-1981)

Les archives du ministère de l'Information ont été en grande partie versées par le Service juridique et technique de l'information (SJTI, devenu aujourd'hui la Direction générale des médias et des industries culturelles, DGMIC), qui occupait les mêmes locaux au 69 rue de Varenne. Les versements pour la période antérieure à 1981 ne respectent donc pas nécessairement la répartition des fonds par ministre ou par secrétaire d'Etat.

Le courrier départ (lettres) du cabinet du ministre de l'Information pour la période septembre 1944-décembre 1957 est conservé sous la cote F⁴¹ 2726-2787 et F⁴¹ 2902-2905, tandis que le

courrier départ (notes) pour la période février 1945-novembre 1957 est conservé sous la cote F⁴¹ 2881-2901.

20144649

Art. 1 : Album rendant compte de la campagne de communication organisée par le ministère de l'Information sur le thème du relèvement national, intitulée « Retroussons nos manches ». 1945

Métrage : 1 album

19820061

art 1-55 : correspondance active des ministres et des secrétaires d'Etat chargés de l'information: 1957-1974.

art 56-65 : correspondance active du comité interministériel pour l'information (CII) et du Service juridique et technique de l'information (SJTI): 1969-1974.

métrage : 10

19850434

art 1-7 : préparation et exécution des budgets du ministère de l'information, du secrétariat d'Etat à l'information, du ministère de la communication: 1956-1981.

métrage : 2

19930055

Dossiers documentaires.

art 1-2: nominations des ministres et secrétaires d'Etat chargés de l'information de la Libération à 1978 ; budget (loi de finances 1961, 1962, 1968) ; organisation, fonctionnement, statuts des services chargés de l'information : 1959-1969 ; personnel : nominations, statuts 1960-1962 ; introduction de la publicité à la télévision 1967-1969 ; réorganisation des structures 1969. 1959-1969

métrage : 1

19860074

art 1 : activités de l'OTAN en matière d'information: 1949-1962

art 2-3, 5 : défense nationale et information: divers (dont organisation de l'information en cas de guerre ou de tension: 1937-1963, activités de la commission interministérielle d'action psychologique: 1949-1960, protection du secret: 1952-1968, protection des postes de radiodiffusion et de télévision: 1953-1959)

art 3 : politique relative à la presse et à la radiodiffusion en Afrique du Nord, en Algérie notamment: 1954-1963.

art 4 : documentation du service de documentation extérieure et du contre-espionnage (SDECE): 1959-1968.

art 6 : contrôle du cinéma et de l'information dont brouillages: 1952-1962.

art 6 : affaires secrètes: 1946-1969.

métrage : 2

449 AP 28-53

Activités de Louis Terrenoire, ministre de l'Information (1960-1961) : notes, correspondance, suivi de la RTF, censure cinématographique, discours, voyages à l'étranger...

20010086⁵

Cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre de l'Information de 1962 à 1966.

art 1-57 : activités du ministre : correspondance, Conseils des ministres, conseils et comités interministériels, emploi du temps, réceptions, déplacements officiels, relations publiques, questions parlementaires, interventions. 1962-1967

art 58-67 : fonctionnement du cabinet et du ministère de l'information : minutier chronologique de Jean-Jacques de Bresson, directeur de cabinet, rapports d'activité, budget. 1961-1966

art 68-168 : information : information recueillie dans les ministères, sondages, activités du Service de liaison et d'information interministériel (SLII), relations avec les journalistes, relations avec la presse, revue de presse. 1960-1967

art 169-212 : activités de la radiodiffusion et télévision française, création de l'Office de radiodiffusion et de télévision française (ORTF), tutelle de l'ORTF, problèmes de la télévision. 1958-1967

art 213-228 : stations périphériques (Europe n°1, Radio Luxembourg, Radio des vallées d'Andorre, Radio et télé Monte-Carlo). 1961-1966

art 229-230 : cinéma. 1962-1965

art 231 : audiovisuel. 1962-1966

art 232-241 : élections présidentielles de 1965. 1965-1966

art 242-259 : autres activités du cabinet. 1962-1966

GEORGES FILLIOUD (1981-1986)

19860468

art 1-3 : dossiers de demandes de subventions au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication (classement par ordre alphabétique): 1983-1985

métrage : 1

19910617

art 1: agendas et préparation des conseils des ministres: 1981-1986

art 2-5: activités du ministre: déplacements, allocutions, correspondance active et passive: 1981-1986

art 6-12: correspondance active et passive des conseillers et chargés de mission au cabinet, par nom de personne: 1981-1986

art 13-20: courrier central: correspondance active du cabinet, par ordre chronologique: 1981-1986

art 21-22: préparation du budget du ministère et du secteur public audiovisuel: 1982-1986

⁵ Le fonds Peyrefitte a été remis aux Archives nationales peu avant la mort d'Alain Peyrefitte, accompagné par un protocole. Il a ensuite été organisé en plusieurs versements correspondant aux différentes fonctions ministérielles qu'il a occupées au fil de sa carrière (Information, Justice...).

art 22-23: relations internationales: participation aux instances européennes et internationales (CEE, ONU, UNESCO): 1982-1985

métrage : 8

19920052

art 1-11: télévision: relations avec les sociétés de programme et de production télévisée. 1980-1986

art 12-17: tutelle sur les sociétés et établissements de diffusion et production: télédiffusion de France (TDF- art 12-13), société française de production (SFP- art 14-15), institut national de l'audiovisuel (INA- art 15-17) :1980-1986

art 17: Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) et Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA): installation, nomination de membres, rapports et avis : 1981-1986

art 17-25: participation de l'Etat aux activités des sociétés du secteur audiovisuel: participations financières, modes nouveaux de diffusion, nouvelles technologies: SOFIRAD (art 17), satellite, y compris négociations entre la France et le Luxembourg (art 18), satellite tdf1 (art 18-19), câble (art 20-21), secteur de la publicité (art 22-23), conseils d'administration de l'établissement constructeur de l'opéra Bastille (art 23), télématique (bilan de l'expérience de Vélizy et télétexte Antiope) et télévision à haute définition (art 24), expérience URBA 2000 (nouvelles technologies en milieu urbain- art 25) :1977-1986

art 26: service de la redevance de l'audiovisuel, organisation et fonctionnement : 1982-1985

métrage : 9

19920053

art 1-3: législation et réglementation de l'audiovisuel: préparation de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. modification: loi du 23 décembre 1985. législation connexe: loi du 6 juillet 1986 (décentralisation), loi du 11 juillet 1985 (archives judiciaires, enregistrement de procès) :1980-1985

art 4-10: contenu des programmes audiovisuels: langue française, grandes causes nationales, communication sociale (handicapés, personnes âgées, immigrés), campagnes électorales : 1976-1986

art 10: communication audiovisuelle dans les DOM-TOM: législation (loi du 12 juillet 1983) ; installations techniques ; état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (décret du 10 janvier 1985) :1981-1985

art 11: droits d'auteur et droits voisins: loi du 3 juillet 1985 modifiant la loi du 11 mars 1957, préparation : 1981-1985

art 12-20: relations avec les organismes et professions de l'audiovisuel: questions de personnel (syndicats, conventions collectives), conditions de production, technologie (videotex, vidéographie), mesures d'audience, statuts du service d'observation des programmes (SOP) et du centre d'étude de l'opinion (CEO), devenu Médiamétrie, indice audimat : 1981-1986

métrage : 7

19920146

art 1-9: presse, journaux et périodiques, notamment: préparation et application de la loi du 23 octobre 1984 sur la concentration, la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse; prix du papier journal; aides publiques aux journaux (aides fiscales, tarifs postaux); messageries; presse télématique; syndicats et associations professionnels: 1981-1986

art 10-11: Radio-France, conseils d'administration et création des radios locales décentralisées: 1981-1986

art 12-13: radios locales privées: loi du 9 novembre 1981, problèmes de financement, autorisation de la publicité (loi du 1^{er} août 1984); création et fonctionnement de la commission consultative des radios locales privées; répression des infractions de diffusion: 1981-1986

métrage : 4

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, POLITIQUE DE LA VILLE

Ministres et secrétaires d'État chargés du Plan

Parce qu'à la Libération la création d'un ministère du Plan aurait eu un caractère dirigiste déjà suffisamment exprimé par les nationalisations, le Commissariat général du Plan fut rattaché à la Présidence du Conseil, jugée la plus apte à coordonner l'élaboration et l'application des programmes de développement.

Toutefois, dans la période des grands investissements d'équipement et de productivité, le Commissariat a été rattaché au ministère des Finances (de juillet 1954 à mai 1962), où il travaillait en liaison avec le FDES (Fonds de développement économique et social).

Le Premier ministre reprit sa tutelle directe par le décret du 10 mai 1962, puis délégua ses pouvoirs au ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire d'avril 1967 à juillet 1972 (Raymond MARCELLIN- avril 1967-mai 1968, Olivier GUICHARD- juin 1968-juin 1969, André BETTENCOURT- juin 1969-juillet 1972), puis de septembre 1976 à mars 1977 (Jean LECANUET).

De 1981 à 1986, Michel ROCARD fut ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (mai 1981-mars 1983), puis Jean LE GARREC secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (chargé du Plan, de la planification décentralisée et de l'économie sociale dans le troisième cabinet Mauroy, mars 1983-juillet 1984); Gaston DEFFERRE reprit dans le gouvernement Fabius le titre de ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (juillet 1984-mars 1986).

De 1986 à 1988 (cabinet Chirac), Hervé DE CHARETTE fut ministre délégué chargé de la Fonction publique et du Plan.

En 1988 Lionel STOLERU fut nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du Plan (cabinet Rocard). En mai 1991 (cabinet Cresson), Michel DELEBARRE devint ministre d'Etat, ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire.

Ministres et secrétaires d'État chargés de l'Aménagement du territoire

14 avril 1962-16 mai 1962: Maurice SCHUMANN, ministre délégué auprès du Premier ministre pour l'Aménagement du territoire.

6 avril 1967-31 mai 1968: Raymond MARCELLIN, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

31 mai 1968-20 juin 1969: Olivier GUICHARD, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

20 juin 1969-5 juillet 1972: André BETTENCOURT, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

5 juillet 1972-12 juillet 1972: Olivier GUICHARD, ministre de l'Équipement, du logement et de l'aménagement du territoire

12 juillet 1972-27 février 1974: Olivier GUICHARD, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme.

27 février 1974-27 mai 1974: Olivier GUICHARD, ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'équipement et des transports.

27 mai 1974-25 août 1976: Michel PONIATOWSKI, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, chargé de l'Aménagement du territoire.

25 août 1976-29 mars 1977: Jean LECANUET, ministre d'État, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

29 mars 1977-26 septembre 1977: Jean-Pierre FOURCADE, ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire.

29 mars au 8 juin 1977: Paul DIJOUR, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire (Aménagement du territoire).

26 septembre 1977-31 mars 1978: Fernand ICART, ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire.

21 mai 1981-22 mars 1983: Michel ROCARD, ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

22 mars 1983-19 juillet 1984 : Jean LE GARREC, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan, de la planification décentralisée et de l'économie sociale

19 juillet 1984-20 mars 1986: Gaston DEFFERRE, ministre d'État, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

20 mars 1986-10 mai 1988: Pierre MÉHAIGNERIE, ministre de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

10 mai 1988-23 juin 1988: Roger FAUROUX, ministre de l'Industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire.

10 mai 1988-23 juin 1988: Jacques CHÉRÈQUE, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'Aménagement du territoire et des reconversions.

28 juin 1988-15 mai 1991: Jacques CHÉRÈQUE, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'Aménagement du territoire et des reconversions.

10 mai 1988-15 mai 1991 : Lionel STOLERU, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan

17 mai 1991-2 avril 1992: Michel DELEBARRE, ministre d'État, ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire et André LAIGNEL, secrétaire d'État à la Ville et à l'aménagement du territoire.

2 avril 1992-29 mars 1993: André LAIGNEL, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire auprès du Premier Ministre.

29 mars 1993-16 mai 1995 : Daniel HOEFFEL, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales

7 novembre 1995-2 juin 1997 : Jean-Claude GAUDIN, ministre de l'Aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration

4 juin 1997-9 juillet 2001 : Dominique VOYNET, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement

10 juillet 2001-5 mai 2002 : Yves COCHET, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement

7 mai 2002-31 mars 2004 : Jean-Paul DELEVOYE, ministre de la Fonction publique, de l'aménagement du territoire et de la réforme de l'État

30 mars-14 avril 2004 : Philippe BRIAND, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire

14 avril 2004-31 mai 2005 : Frédéric de SAINT-SERNIN, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire, auprès du ministre de l'Équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer

2 juin 2005-15 mai 2007 : Christian ESTROSI, ministre délégué à l'Aménagement du territoire auprès du ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire

18 mars 2008-23 juin 2009 : Hubert FALCO, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire, auprès du ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

23 juin 2009-15 novembre 2010 : Michel MERCIER, ministre de l'Espace rural et de l'aménagement du territoire

15 novembre 2010-10 mai 2012 : Bruno LE MAIRE, ministre de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire

Depuis le 16 mai 2012 : Stéphane LE FOLL, ministre de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

16 mai 2012-31 mars 2014 : Guillaume GAROT, ministre délégué à l'Agroalimentaire.

Selon les gouvernements, l'aménagement du territoire est un ministère de plein exercice, un ministère délégué ou un secrétariat d'État. Les rattachements institutionnels sont également

variables : auprès du Premier ministre, auprès du ministre de l'Intérieur ou du ministre de l'Écologie et du développement durable (autrefois ministre de l'Équipement).

Le chercheur veillera donc à consulter les états des versements de ces différents ministères afin de disposer de l'ensemble des informations nécessaires.

Versement aux Archives nationales

OLIVIER GUICHARD (1968-1969)

19920269

Dossiers de Jean-Marie Arbelot, conseiller technique au ministère de l'Industrie (1966-1968), puis conseiller technique au cabinet d'Olivier Guichard, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire (1969)

art 1: politique économique et sociale 1967; aménagement du territoire 1966-1969; réforme régionale 1969.

MICHEL ROCARD (1981-1983)

19860075

Dossiers de Jean-François Merle, chef de cabinet. 1981-1983

art 1-8, 16: courrier, réponses aux interventions et questionnaires parlementaires

art 9-12: planification: IX^e plan

art 12-15 : aménagement du territoire

art 17-20 : interventions et activités de Michel Rocard (dossiers de presse)

métrage : 4

19870103⁶

Art. 1 : Dossiers d'Isabelle Massin, conseillère technique : programme de travail du gouvernement et planification. 1981-1982

19950252

Dossiers de Dominique Perreau, chargé de mission puis conseiller technique.

art 1-5: coopération franco-africaine, relations internationales, organismes d'analyse économique; commission de réforme de la planification, groupe environnement international

IX^e plan: par thèmes, principalement relations internationales. 1980-1983.

métrage : 2

⁶ Il s'agit d'un versement effectué par la DATAR, mais qui contient dans le premier carton des dossiers du cabinet Rocard.

19970008

Dossiers de Pierre Pringuet, conseiller technique.

art 1 : correspondance active de Michel Rocard et de Pierre Pringuet. 1981-1983

art 2 : politique extérieure : voyage de Michel Rocard, entretiens et réceptions. 1981-1982

art 2 (suite)-3 : XI^e plan : préparation, préparation du débat national sur l'énergie, préparation des contrats de plan Etat-régions. 1980-1983

art 3 (suite)-4 : audiovisuel, industries agricoles et alimentaires, commerce extérieur, marché intérieur et entreprises en difficulté. 1981-1984

art 5-6 : préparation des contrats de plan État-entreprises publiques, relations avec des entreprises, lettres A à S. 1982

métrage : 2

JEAN LE GARREC (1983-1984)

19860324

art 1-3 : IX^e plan: politique régionale d'aménagement du territoire: dossiers par région: 1981-1982

métrage : 1

GASTON DEFFERRE (1984-1986)

19860116

Dossiers de Michel Chappat, conseiller technique 1982-1985

art 1-4 : législation; questions parlementaires: 1982-1985

art 5 : Michel Chappat, conseiller technique: notes de cabinet: 1984-1985

art 5-6 : activités du ministre; du maire de Marseille: 1984-1985

art 6-7 : voyages du président de la République: 1984-1985

art 8-10 : IX^e plan: rapport d'exécution ; contrats de plan: 1984-1985

art 10-12 : politique industrielle: restructurations, pôles de conversion: 1983-1985

art 12-19 : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR): organisation comités et financement; politique urbaine, comités et commissions; tourisme, aménagement du littoral; aménagement du littoral; relations internationales: 1984-1985

art 19-21 : élargissement de la CEE; politique régionale européenne: 1984-1985

art 21-23 : transports: législation; transports ferroviaires et routiers; transports aériens: 1982-1985

art 23-25 : techniques de la communication audiovisuelle; cartographie; dossiers par zone géographique et par département ministériel: 1984-1985

art 26 : organisation du cabinet, interventions, documentation: 1984-1985

métrage : 4

19860489

Dossiers de Didier Minot, conseiller technique.

art 1-31: activités de la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR): 1984-1986

métrage : 5

19890515

art 1 : courrier adressé par la DATAR (délégué, directeur, chargés de mission) au cabinet de Gaston Defferre, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire : juillet 1984-avril 1985

art 2 : courrier signé par Gaston Defferre, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire concernant l'aménagement du territoire : août 1984-avril 1985

métrage : 1

19900560

art 1-10 : courrier (minutiers chronologiques délégués, directeurs, chargés de mission) au cabinet de Gaston Defferre ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire : 1967-1988

métrage : 3

19960290

Dossiers de Frédéric Thiriez, directeur du cabinet.

art 1 : chrono ; relations entre Gaston Defferre et Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR); DATAR ; IX^e plan : 1984-1986

art 2 : IX^e plan (suite) : 1984-1985

art 3 : IX^e plan (suite); comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT); centre d'étude des revenus et des coûts (CERC); dossiers par région ou par ville : 1984-1986

art 4 : dossiers par région ou par ville (suite); dossier par thème; rapport Oheix; URBA 2000; conseil national de l'information géographique (CNIG) : 1981, 1984-1986

art 5 : conférence internationale sur l'arbre et la forêt, silva; centre mondial informatique et ressource humaine (CMI) : 1981, 1984-1986

art 6 : projet informatique; décentralisation: demandes d'agrément; politique européenne; investissements étrangers; image de la France aux États-Unis : 1982, 1984-1986

métrage : 2

JACQUES CHÉRÈQUE (1988-1991)**19930010**

art 1-4: chronos de Jacques Chérèque. 1988-1991

art 4-5: chronos de Jean-Yves Gilet et Jean-Pierre Aubert, directeurs du cabinet.
1988-1991

métrage : 2

20020230

Enregistrement de la correspondance de Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. 1988-1991

art 1-2 : correspondance active

art 3-8 : correspondance passive

métrage : 1

MICHEL DELEBARRE (1991-1992)

19950498

Dossiers de Philippe Citroën et de Jean-Bernard Lafonta, conseillers techniques.

art 1-7: aménagement du territoire

-art 1: courrier; discours; IX^e plan; budget de l'aménagement du territoire.

-art 2: instruments d'aide à l'aménagement du territoire: du conseil national de l'aménagement du territoire à la DATAR. décentralisation par établissement public.

-art 3: décentralisation par entreprise publique. réflexion PME-PMI: activités. régions : Bassin parisien à Lorraine

-art 4: régions (suite): Nord-Pas-de-Calais à Pays de la Loire. départements

-art 5: communes: Angers à Saint-Nazaire

-art 6: communes (suite) : Strasbourg à Tulle ; environnement; communauté économique européenne

-art 7: investissements étrangers; coopération.

métrage : 2

ANDRE LAIGNEL (1991-1993)

19980259

art. 1 : Gestion du cabinet : engagement des dépenses, frais de déplacement, frais de mission, achats d'ouvrages - formulaires et registres 1991-1993.

métrage : 1

JEAN-CLAUDE GAUDIN (1995-1997)

20000522

art 1-2 : élaboration du schéma national d'aménagement et de développement du territoire (SNADT). 1995-1997

art 2 (suite) : préparation et déroulement du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) du 10 avril 1997 ; mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville ; discours de Jean-Claude Gaudin ; plaquette de présentation du programme ville vie vacances. 1993-1997

métrage : 1

JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004)

20080670

Dossiers de Jean-Francois Rocchi, directeur du cabinet. 2002-2004

art 1-3 : minutiers chronologiques.

art 3 (suite)-8 : fonction publique, réforme des retraites.

métrage : 3

20090072

Dossiers de Fabien Métayer, attaché parlementaire de 2002 à 2003, puis chef-adjoint de cabinet chargé des relations avec le Parlement de 2003 à 2004.

Art.1-21 : Interventions, correspondances :

-Art. 1 : ministres, ministres délégués, secrétaires d'État.

-Art. 1 (suite)-5 : sénateurs.

-Art. 5 (suite)-16 : députés.

-Art; 16 (suite) : députés européens.

-Art. 16 (suite)-17 : conseils régionaux.

-Art. 17 (suite)-18 : conseils généraux.

-Art. 18 (suite)-21 : communes.

métrage : 7

20080690

Dossiers de Jacques Fanouillaire, conseiller diplomatique.

Art. 1 : fonction publique, Union européenne, coopération, politique extérieure. 2001-2004

Art. 1 (suite)-4 : relations bilatérales, dossiers par pays. 2002-2004

métrage : 1

20090071

Dossiers de Philippe Caïla, conseiller technique pour le budget, la réforme budgétaire, les retraites et les rémunérations des fonctionnaires.

Art. 1-4 : budget, finances. 2002-2004

Art. 5-22 : fonction publique : réforme des retraites, gestion des emplois, statuts, dialogue social et salaires. 2001-2004

Art. 22 (suite)-25 : loi organique relative aux lois de finances (LOLF), réforme de l'État. 2002-2004

Art. 25 (suite)-27 : aménagement du territoire. 2002-2004

métrage : 9

MICHEL MERCIER (2009-2010)

20120199

Cabinet de Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'aménagement du territoire de juin 2009 à novembre 2010. 2009-2010

Art. 1-4 : Secrétariat particulier du ministre.

Art. 5-13 : Dossiers d'Étienne Guyot, directeur du cabinet.

Art. 14-21 : Dossiers de Patrick Martinez, chef du cabinet.

Art. 22-25 : Dossiers de Catherine de Menthère, conseillère en charge de l'espace rural.

Art. 26 : Dossiers de Vincent Roberti, conseiller en charge de la réforme territoriale et des politiques urbaines.

Art. 27-28 : Interventions et décorations.

Métrage : 9

PLAN DE RELANCE

Suite à la crise économique de 2008, le Gouvernement Français mit en place un plan de relance qui fut présenté en décembre 2008 par Nicolas Sarkozy, président de la République.

Avec un coût de départ estimé à 26 milliards d'euros sur deux ans, il avait pour but de relancer l'économie française en soutenant, par diverses mesures, la production et l'investissement, le secteur du bâtiment et du logement, le secteur de l'automobile, ainsi que l'emploi et les ménages modestes.

Afin de veiller à la bonne exécution de ce plan et à la gestion des crédits qui y étaient consacrés, Patrick Devedjian fut nommé ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance par le décret du 5 décembre 2008. Ses attributions furent définies quelques jours plus tard par le décret du 11 décembre 2008. Il assumait cette fonction jusqu'en novembre 2010.

Le plan de relance contribua à limiter les effets de la crise économique mondiale sur l'économie française, mais se traduisit par un coût important (34 milliards d'euros au lieu des 26 initialement prévus), suite à la mise en place de mesures complémentaires, telles que des aides aux ménages les plus exposés à la crise.

PATRICK DEVEDJIAN (2008-2010)

20130164

Cabinet de Patrick Devedjian, ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du Plan de relance de 2008 à 2010. 2008-2010

Art.1-9 : Dossiers du secrétariat particulier (réunions, entretiens et déplacements du ministre).

Art.10-18 : Dossiers versés par le bureau du cabinet (minutier chronologique et interventions).

Art.19-20 : Dossiers de Michel Jau, directeur du cabinet.

Art.20-26 : Dossiers des conseillers.

Métrage : 9

20160445

Dossiers bureautiques des membres du cabinet. 2008-2010

Art. 1-83 : Dossiers géographiques.

Art. 84-154 : Dossiers thématiques.

-Art. 84-86 : Interventions du ministre et communication.

-Art. 87-120 : Relations avec les élus et le Parlement.

-Art. 121-124 : Origines et mise en œuvre du plan de relance.

-Art. 125-141 : Economie, finances et emploi.

-Art. 142-148 : Rénovation urbaine.

-Art. 149-154 : Affaires européennes et internationales.

Métrage : 962 Mo

PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Le porte-parole du gouvernement exerce en France une responsabilité centrale dans le fonctionnement du gouvernement : défendre, expliquer, promouvoir l'action conduite par le gouvernement. Il est pour cela en charge de trois missions essentielles :

- Porter dans le débat public la voix du gouvernement : le porte-parole est amené à s'exprimer régulièrement sur l'ensemble des domaines d'action et des sujets d'actualité ;
- Rendre compte chaque mercredi du Conseil des ministres, rappeler le sens et remettre en perspective les réformes engagées ;
- Relayer au quotidien, auprès des ministres et des acteurs de la majorité, les informations relatives à la politique gouvernementale, à ses objectifs et à ses résultats, afin que chacun puisse la soutenir, au-delà de ses champs d'attributions et d'implication directe.

La fonction de porte-parole, que l'on retrouve dans la plupart des autres grandes démocraties, a la spécificité en France d'être assurée par un membre du gouvernement. Cela confère à ce rôle une dimension politique forte, puisque le porte-parole est lui-même engagé et comptable de la politique conduite par l'ensemble du gouvernement.

Le porte-parole du gouvernement étant titulaire d'un portefeuille ministériel (ex. Budget, Education, Agriculture...), les archives des porte-paroles sont à rechercher dans les archives du ministère correspondant.

Dans quelques rares cas, la fonction peut être dévolue à un ministre ou à un secrétaire d'Etat sans attribution ou rattaché au Premier ministre. Ce fut par exemple le cas de Laurent Wauquiez en 2007-2008.

LAURENT WAUQUIEZ, SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT (2007-2008)

20150249

Enregistrements audiovisuels. 2007-2008

Art. 1-20 : Participation à des émissions télévisées.

Art. 21-24 : "Boucles TV".

Art. 25-47 : Interventions publiques du porte-parole du gouvernement.

Métrage : 1

PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

Le secrétariat d'État chargé de la Prévention des risques naturels et technologiques majeurs a été créé en juillet 1984 (gouvernement de Laurent Fabius). Supprimé entre 1986 et 1988, il réapparaît en 1989.

Le décret du 20 juillet 1988 définit les missions du secrétariat d'État : « Le secrétaire d'État chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs assure la coordination de l'ensemble des actions concernant la prévention des risques majeurs d'origine technologique ou naturelle. Il a pour mission d'apprécier ces risques, de définir, en liaison avec les ministres compétents, les moyens de les prévenir, et de proposer les mesures propres à en atténuer les effets. »

19 juillet 1984-20 mars 1986 : Haroun Tazieff, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Prévention des risques naturels et technologiques majeurs

23 juin 1988-29 mars 1989 : Gérard Renon, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs

29 mars 1989-16 mai 1991 : Brice Lalonde, secrétaire d'État puis ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs

Le ministère est supprimé en mai 1991 (gouvernement d'Edith Cresson), et ses attributions sont reprises par le ministère en charge de l'Environnement, Brice Lalonde étant alors promu ministre de l'Environnement.

Le chercheur se reportera donc également à l'Etat des versements du Ministère de l'Ecologie et du Développement durable (ex-Equipement).

HAROUN TAZIEFF (1984-1986)

19910005

art 1: organisation et fonctionnement du secrétariat d'Etat, conférences de presse, revues de presse sur diverses catastrophes survenues dans le monde, études et rapports sur certaines zones à risque : 1984-1986

PROSPECTIVE ET DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Éric Besson est nommé le 18 mai 2007 secrétaire d'État en charge de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques dans le gouvernement de François Fillon, Premier ministre.

Le décret d'attribution du 12 juin 2007 précise : « il anime et coordonne, par délégation du Premier ministre, le travail du Gouvernement en matière de prospective et d'évaluation des politiques publiques. Il conduit des travaux de prospective permettant d'identifier et de mesurer l'impact des grandes évolutions en France et à l'étranger, notamment dans le domaine économique et social, en liaison avec les ministres intéressés. (...) Il suit et promeut les travaux d'évaluation des politiques publiques destinés à apprécier leur efficacité en comparant leurs résultats aux objectifs poursuivis et aux moyens mis en oeuvre. Il contribue à l'élaboration des méthodes d'évaluation et veille au développement des pratiques d'évaluation. Il est associé à la revue des programmes des politiques publiques mise en oeuvre par le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. »

Ces compétences sont élargies le 18 mars 2008 au développement de l'économie numérique. Ses fonctions prennent fin le 15 janvier 2009.

Il est remplacé à cette date par Nathalie Kosciusko-Morizet, nommée secrétaire d'État en charge de la Prospective et du développement de l'économie numérique.

Le décret du 2 février 2009 précise ses attributions :

« Elle anime et coordonne le travail du Gouvernement en matière de prospective et de développement de l'économie numérique.

Elle conduit des travaux de prospective permettant d'identifier et de mesurer l'impact des grandes évolutions en France et à l'étranger, notamment dans le domaine économique et social, en liaison avec les ministres intéressés. Elle identifie les bonnes pratiques mises en oeuvre pour s'y préparer et favorise leur expérimentation en France.

Pour le compte du Premier ministre et en liaison avec les ministres intéressés, Elle prépare la politique du Gouvernement pour le développement de l'économie numérique, qui comprend notamment les réseaux, les équipements, les usages et les contenus numériques. En particulier, elle propose les mesures permettant de favoriser le développement des services de l'internet, en ce qui concerne notamment l'accès à ces services, leur usage et les contenus. Elle veille à la mise en oeuvre de cette politique. »

Ministres et secrétaires d'Etat en charge de l'économie numérique

Éric Besson, secrétaire d'État en charge de la Prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique (18 mai 2007-15 janvier 2009)

Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État en charge de la Prospective et du développement de l'économie numérique (15 janvier 2009-14 novembre 2010)

Éric Besson, ministre délégué en charge de l'Industrie, de l'énergie et de l'économie numérique (14 novembre 2010-10 mai 2012)

Fleur Pellerin, ministre déléguée aux PME, à l'innovation et à l'économie numérique (16 mai 2012-31 mars 2014)

Axelle Lemaire, secrétaire d'État en charge du Numérique (depuis le 9 avril 2014)

ÉRIC BESSON (2007-2009)

20110046

Dossiers du secrétariat particulier.

Art. 1-4 : économie numérique. 2008

Art. 4 suite-6 : révision générale des politiques publiques. 2007-2008

Art. 6 suite : loi de modernisation de l'économie. 2007-2008

Métrage : 2

20110044

Dossiers de Vincent Champain, directeur du cabinet.

Art. 1 : minutiers chronologiques. 2007-2009

Art. 1 suite-3 : politique générale et activités de cabinet. 2007-2008

Art. 3 suite-11 : évaluation et révision des politiques publiques. 2007-2008

Art. 11 suite-14 : prospective. 2007-2008

Art. 14 suite-15 : économie numérique. 2008

Art. 15 suite-18 : politique économique et sociale. 2007-2008

Métrage : 6

20110045

Dossiers de Benoît Guillo, conseiller.

Art. 1 : voyages du secrétaire d'État. 2007-2008

Art. 1 suite-2 : évaluation et révision des politiques publiques. 2007-2008

Art. 2 suite-3 : affaires sociales. 2007-2008

Art. 3 suite-5 : activités sportives. 2007-2008

Art. 5 suite : Union pour la Méditerranée. 2007-2008

Métrage : 2

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET (2009-2010)

20120276

Cabinet de Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État en charge de la Prospective et du développement de l'économie numérique de janvier 2009 à novembre 2010. 2009-2010

Art. 1 : Dossiers du secrétariat particulier.

Art. 2 : Dossiers de Marie-Claire Daveu, directrice du cabinet.

Art. 3-23 : Dossiers de Valérie Coccozza, chef de cabinet.

Métrage : 8

QUESTIONS SOCIALES EN ALGERIE

NAFISSA SID-CARA (1959-1962)

Par décret du Président de la République du 23 janvier 1959, Nafissa Sid-Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre dans le cabinet de Michel Debré (1959-1962), a été chargée des questions sociales en Algérie et de l'évolution du statut personnel de droit musulman.

Ce versement comprend également des dossiers concernant son activité au sein du Mouvement de solidarité féminine Algérie-Sahara dont elle a été présidente de 1959 à 1964, ainsi que des pièces de sa correspondance privée de 1959 à 1967. L'ensemble de ces documents a été retrouvé en 1983 dans le bureau des Services du Premier ministre que Nafissa Sid-Cara a occupé après son départ du Gouvernement.

19830229

art 1: personnel du cabinet; voyages; Algérie: enseignement de la langue arabe dans le premier degré; réforme de la justice musulmane: 1959-1962

Algérie.

art 2: statut civil local: réforme de la législation matrimoniale, emploi et formation des jeunes, action sociale en faveur de la jeunesse: 1959-1962

art 3: recrutement et formation de français musulmans dans la fonction publique: 1959-1962

art 4: promotion sociale; statut du personnel hospitalier et équipement hospitalier: 1959-1962

art 5: documentation: 1957-1962

art 6-8: mouvement de solidarité féminine Algérie-Sahara: 1958-1964

art 9: correspondance particulière de Nafissa Sid-Cara: 1959-1967

métrage : 2

RAPATRIÉS

C'est le 24 août 1961 qu'est créé un secrétariat d'Etat aux rapatriés, avec à sa tête Robert Boulin. Lui succède en 1962 un ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés (Alain Peyrefitte). Entre 1963 et 1964, François Misoffe est à la tête d'un ministère des rapatriés (de plein exercice) nouvellement créé. A partir de 1964 et jusqu'en 1981 cependant, les services et les attributions de ce ministère sont transférés au ministère de l'Intérieur.

C'est en mai 1981 qu'est de nouveau institué un secrétariat d'Etat chargé des rapatriés, confié à Raymond Courrière (qui resta à ce poste jusqu'en 1986). D'abord placé auprès du Premier ministre, il est rattaché à partir du 24 mars 1983 au ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale.

Du 20 mars 1986 au 28 septembre 1987, un secrétariat d'Etat aux Rapatriés est confié à André Santini. Puis, ce dernier considérant sa tâche achevée, ses ultimes dossiers sont transmis à Camille Cabana, ministre délégué auprès du Premier ministre par ailleurs déjà en charge de la Réforme administrative.

Après le 10 mai 1988, la question des rapatriés est d'abord confiée au ministre des Affaires sociales et de l'emploi (du 10 mai au 23 juin 1988) secondé par un ministre délégué chargé de la Famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés (Georgina Dufoix), puis à partir de 1991 au ministère des Affaires sociales et de l'intégration secondé d'un secrétariat d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés (Laurent Cathala).

A partir de 1993, ces questions sont confiées à Roger Romani, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés. A compter de 1995 et depuis cette date, aucun membre du gouvernement n'a eu dans sa titulature officielle la charge des affaires relatives aux rapatriés.

Versements aux Archives nationales

RAYMOND COURRIERE (1981-1986)

19870443

art 1-28: correspondance active: 1981-1986

métrage : 9

19880162

art 1-9 : reportages photographiques sur les conditions de vie des Français musulmans rapatriés. 1981-1982

496 diapositives et 15 photographies.

19880163

art 1-21, 35, 61 : politique du Secrétariat d'État chargé des rapatriés. 1982-1984
art 22-34, 64-65 : reportages audiovisuels sur les conditions de vie des Français musulmans rapatriés. 1981-1982
art 36-60, 62-63, 66-68 : enregistrements d'émissions destinées aux Français musulmans rapatriés. 1980-1985

37 cassettes audio et 31 vidéocassettes.

19910281

art 1: organisation et politique avant 1981: 1975-1980; politique en faveur des rapatriés après mai 1981, 1981-1985 ; budget: 1981-1984; personnel: 1984-1985; relations avec les autres ministères: 1981-1984.
art 2: préparation des lois: 1971-1984 ; art 2-3: organisation et organismes: 1978-1986; art 4: statistiques: 1966-1984
art 4-5: prêts: 1980-1986; art 5-6: indemnisation: 1950-1986; art 7: retraites: 1978-1986; art 8: logement: 1975-1985; art 8-9: formation et insertion sociale: 1974-1985.
art 9: autres actions du ministère: 1970-1985; associations de rapatriés: 1976-1985.
art 10: documents transmis par les services des renseignements généraux.

métrage : 3

ANDRE SANTINI ET CAMILLE CABANA (1986-1988)**19930166**

art 1-8: dossiers de Camille Cabana: réunions de ministres, comités interministériels, déplacements et interventions publiques, dossiers par thème et par ministère (bureau d'ordre du cabinet) :1986-1988
art 8-12: dossiers de Pierre Montdésert, directeur du cabinet: réforme administrative et rapatriés :1986-1988
art 13-22: dossiers de conseillers techniques. réforme administrative: Patricia Laplaud (art 12-16), Georges Berthu (art 16-17), Jean Ganiage (art 17-18), Philippe Ritter (art 20-21), Serge Ruel (art 21), Xavier Patier et Roland Denis (art 22). rapatriés: Bertrand Leroy et Yves Kodderritzsch (art 22) :1986-1988

métrage : 7

ROGER ROMANI (1993-1995)**19980027**

art 1-4 : chronos du cabinet du ministre délégué aux relations avec le sénat chargé des rapatriés - français musulmans rapatriés - endettement - associations. 1993-1995

métrage : 1

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Ministres et secrétaires d'Etat depuis 1981

Dates	Nom	Attributions	Gouvernement
22 mai 1981-20 mars 1986	André Labarrère	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	Pierre Mauroy Laurent Fabius
20 mars 1986-12 mai 1988	André Rossinot	Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jacques Chirac
12 mai 1988-4 avril 1992	Jean Poperen	Ministre chargé des relations avec le Parlement	Michel Rocard Édith Cresson
4 avril-2 octobre 1992	Martin Malvy	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement,	Pierre Bérégovoy
2 octobre 1992-30 mars 1993	Louis Mermaz	Ministre des relations avec le Parlement	Pierre Bérégovoy
30 mars 1993-16 mai 1995	Pascal Clément	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec l'Assemblée nationale	Édouard Balladur
30 mars 1993-16 mai 1995	Roger Romani	Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le Sénat	Édouard Balladur
17 mai 1995-2 juin 1997		Puis ministre des Relations avec le Parlement	Alain Juppé
4 juin 1997-29 août 2000	Daniel Vaillant	Ministre des Relations avec le Parlement	Lionel Jospin
29 août 2000-5 mai 2002	Jean-Jack Queyranne	Ministre des Relations avec le Parlement	Lionel Jospin
6 mai 2002-30 mars 2004	Jean-François Copé	Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement	Jean-Pierre Raffarin
31 mars 2004-31 mai 2005	Henri Cuq	Ministre délégué aux Relations avec le Parlement	Jean-Pierre Raffarin
31 mai 2005-15 mai 2007			Dominique de Villepin
18 mai 2007-23 juin 2009	Roger Karoutchi	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	François Fillon
24 juin 2009-15 novembre 2010	Henri de Raincourt	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	François Fillon
15 novembre 2010-10 mai 2012	Patrick Ollier	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	François Fillon
16 mai 2012-31 mars 2014	Alain Vidalies	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Jean-Marc Ayrault
9 avril 2014-6 décembre 2016	Jean-Marie Le Guen	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Manuel Valls
6 décembre 2016-10 mai 2017	André Vallini	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Bernard Cazeneuve

17 mai 2017-	Christophe Castaner	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Edouard Philippe
--------------	---------------------	--	------------------

ANDRE PHILIP (1943-1944)

625 AP 5-8

Correspondance avec des personnalités (1943-1970) et cahiers de notes manuscrits (s.d.)

LOUIS TERRENOIRE (1961-1962)

449 AP 28 et 30

Activités de Louis Terrenoire, ministre de l'Information (1960-1961) puis ministre délégué auprès du Premier ministre (1961-1962) (dont notes prises en Conseil des ministres)

ANDRE LABARRERE (1981-1986)

19910248

Cabinet d'André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement: 1981-1986.

art 1: composition du cabinet

art 1-2: dossiers des sessions du Parlement

art 2-4: lois de finances

art 5-7: documentation

art 8: courrier.

métrage : 3

ANDRE ROSSINOT (1986-1988)

19930574

Dossiers du cabinet et de Didier Maus, directeur du cabinet. 1986-1988

art 1-3: élaboration et suivi des textes législatifs, préparation des sessions parlementaires.

art 4: correspondance active et passive, par ordre chronologique.

art 5: bilans de l'action gouvernementale, discours et interviews d'André Rossinot.

métrage : 2

JEAN POPEREN (1988-1992)

Les archives de Jean Poperen ont été remises au Centre d'histoire du travail à Nantes en 1999.

POPJ 74 et POPJ 86

Ministère des Relations avec le Parlement : courrier, notes, comptes rendus de réunion, textes de loi, discours, bilan de session parlementaire.

LOUIS MERMAZ (1992-1993)

Les archives de Louis Mermaz sont entrées aux Archives nationales en 2014, sous la cote 754 AP (en cours de classement). Elles contiennent quelques dossiers sur les Relations avec le Parlement.

PASCAL CLEMENT (1993-1995)

19980025

art 1 : interventions des députés à des propositions de loi. 1993-1995.

métrage : 1

ROGER ROMANI (1993-1995)

19980027

art 1-4 : chronos du cabinet du ministre délégué aux Relations avec le Sénat chargé des rapatriés - Français musulmans rapatriés - endettement - associations. 1993-1995

métrage : 1

DANIEL VAILLANT (1997-2000)

Le chercheur se reportera aussi aux versements du cabinet de Jean-Jack Queyranne, qui contiennent des documents de la période 1997-2000.

20020493

art. 1-11 : dossiers de séance des conseils des ministres avec annotations manuscrites du ministre. 1997-2000.

métrage : 4

20090352

Dossiers d'Yves Colmou, directeur du cabinet.

art 1 : organisation du travail gouvernemental, législation et réglementation, dossiers thématiques. 1997-2000

métrage : 1

20030276

Dossiers de Bernard Rullier, directeur-adjoint puis directeur du cabinet.
art 1 : notes signées par Bernard Rullier, classement thématique. 1997-2002.

métrage : 1

20090349

Dossiers de François Ambrogiani et Pascal Jailloux, chefs du cabinet. 1997-2000
art 1 : minutiers chronologiques.
art 1 (suite) : collection de notes de conseillers (classement alphabétique).

métrage : 1

JEAN-JACK QUEYRANNE (2000-2002)

20020492

Dossiers d'Emmanuèle Plas, directrice-adjointe du cabinet.

art 1-2 : discussion parlementaire, notamment au Sénat, des projets de loi (par ordre chronologique de la promulgation des lois). 1998-2002

art 3 : élections sénatoriales du 23 septembre 2001 – groupe socialiste du Sénat - conférence des présidents du Sénat – notes manuscrites. 1997-2002

métrage : 1

20020569

Dossiers de Catherine Mathias, chef de cabinet.

art 1 : participation du ministre des Relations avec le Parlement aux journées des groupes parlementaires de la majorité. Déplacements en France et à l'étranger du ministre. 1998-2002

métrage : 1

20020570

Dossiers de Manuel Lucbert, conseiller auprès du ministre des Relations avec le Parlement.

art 1-3 : dossiers de séance du conseil des ministres. août 2000-décembre 2001

art 3 (suite) : varia. 2000-2001

métrage : 1

20030276

Dossiers de Bernard Rullier, directeur-adjoint puis directeur du cabinet.
art 1 : notes signées par Bernard Rullier, classement thématique. 1997-2002.

métrage : 1

HENRI CUQ (2004-2007)

20111048

Art. 1 : Lettres à la signature d'Henri Cuq concernant l'ordre du jour des assemblées parlementaires. 2004-2007

Art. 1 (suite) : Bilan de l'activité parlementaire. 2005-2006

Métrage : 1

SAHARA ET OUTRE-MER

LOUIS JACQUINOT (1958-1962)

Louis Jacquinot fut nommé ministre d'Etat du gouvernement De Gaulle, dernier gouvernement de la IV^e République (3 juin 1958-7 janvier 1959), puis fut renouvelé dans ses fonctions dans le gouvernement de Michel Debré (1959-1962). En tant que ministre d'Etat, il était en charge de la recherche scientifique mais suivit également les questions constitutionnelles et l'accession à l'indépendance des anciennes colonies de l'Empire français (Bénin, Cameroun, Togo...) (8 janvier 1959-23 août 1961). Il fut ensuite nommé ministre d'Etat, ministre du Sahara, des départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer (24 août 1961-13 avril 1962).

Le versement ci-dessous concerne à la fois les activités de François Luchaire comme conseiller technique au cabinet de Maurice Bourguès-Maunoury (ministre de l'Intérieur du gouvernement de Félix Gaillard de novembre 1957 à mai 1958) et au cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'Etat de 1958 à 1961. On y trouvera également quelques documents du début des années 1950, période pendant laquelle François Luchaire fut conseiller technique au cabinet de Louis Jacquinot, alors ministre de la France d'outre-mer (1951-1954).

20040095

Cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'Etat, puis ministre d'Etat chargé du Sahara et de l'outre-mer de 1958 à 1962.

art 1-2 : dossiers de François Luchaire, conseiller technique : loi-cadre sur l'Algérie ; révision des articles de la constitution concernant l'Union française ; relations avec le Cameroun, le Maroc, l'Indochine et le Togo ; indépendance de Madagascar et du Mali. 1949-1960.

métrage : 1

SOLIDARITES ACTIVES CONTRE LA PAUVRETE ET JEUNESSE

MARTIN HIRSCH (2007-2010)

Martin Hirsch est nommé haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté le 18 mai 2007. Il voit ses fonctions élargies le 12 janvier 2009, lorsqu'il devient haut commissaire à la Jeunesse. Il conserve ces fonctions jusqu'à son départ le 22 mars 2010.

Son intitulé de haut commissaire, atypique (ce terme avait été employé autrefois pour désigner les fonctions de Maurice Herzog, haut commissaire à la Jeunesse et aux sports de 1958 à 1963), est à mettre en relations avec la volonté de Martin Hirsch de se situer hors des « codes » régissant la composition du gouvernement, afin de mener à bien un projet, celui du Revenu de solidarité active (RSA). Martin Hirsch est en effet à l'origine du RSA inscrit dans le programme du candidat à la présidence Nicolas Sarkozy et qu'il met en place après une expérimentation dans quatorze départements.

Toutefois, le décret d'attributions de Martin Hirsch, comme les archives produites par son cabinet, démontrent que le haut commissaire faisait pleinement partie du gouvernement : ses attributions étaient plus importantes que celles de nombre de secrétaires d'Etat et équivalentes à celles de certains ministres.

20120399

Dossiers du secrétariat particulier.

Art. 1-3 : Minutiers chronologiques. 2007-2010

Art. 4-33 : Déplacements en France et à l'étranger et entretiens. 2007-2010

Art. 33 suite-45 : Dossiers thématiques. 2007-2010

- Art. 33 suite-35 : Revenu de solidarité active (RSA). 2007-2010

- Art. 35 suite-40 : Politique sociale. 2007-2010

- Art. 40 suite-42 : Révision générale des politiques publiques (RGPP). 2007-2010

- Art. 43-44 : Jeunesse. 2008-2010

- Art. 44 suite-45 : Vie associative. 2009-2010

- Art. 45 suite : Environnement. 2007-2009

Métrage : 15

20120319

Dossiers de Marianne Durantont et de Jean-Philippe Daniel, chefs de cabinet respectivement de juin 2007 à avril 2008, et d'avril 2008 à mars 2010.

Art. 1-7 : Déplacements du haut commissaire. 2007-2010

Art. 7 suite-12 : Dossiers thématiques. 2007-2010

Art. 12 suite : Fonctionnement du haut commissariat. 2007-2009

Métrage : 4

20120292

Dossiers de Jean-Benoît Dujol, chargé de mission, puis conseiller technique de 2007 à 2009.

Art. 1-2 : Activités de cabinet. 2007-2009

Art. 3 : Législation. 2007-2008

Art. 3 suite-4 : Revenu de solidarité active (RSA). 2007-2009

Art. 5 : Politique sociale. 2007-2008

Métrage : 2

20120377

Dossiers de Loïc Duroselle et d'Inès Minin, conseillers techniques pour la jeunesse et le service civique, respectivement de janvier à août 2009 et de septembre 2009 à mars 2010.

Art. 1-3 : Politique de la jeunesse et service civique. 2008-2010

Art. 4-6 : Vie associative. 2008-2010

Art. 7 : Détention. 2007-2009

Métrage : 2

20120382

Art. 1-10 : dossiers du service des interventions (par ordre numérique). 2007-2010

Métrage : 3

20130001

Dossiers de Virginie Magnant et Xavier Moal, conseillers budgétaires respectivement de juin 2007 à août 2009 et de septembre 2009 à mars 2010.

Art. 1-2 : Lois de finances et de règlement. 2007-2009

Art. 2 suite-9 : Revenu de solidarité active. 2007-2009

Art. 9 suite-13 : Politique économique et sociale. 2007-2010

Art. 13 suite-16 : Réforme de l'Etat. 2007-2009

Métrage : 5